

# *Dossier*

## CRISE ET BASCULEMENTS DU MONDE



*Coordonné par Laurent CARROUÉ*

Olimpia, coupe mécanisée de la canne à sucre : le Brésil, géant agricole et nouvelle ferme du monde ?  
(cl. Hervé Théry)

## SOMMAIRE

---

	N°	Dossier
<b>Introduction : Crise et basculements du monde : enjeux géopolitiques, géoéconomiques et géostratégiques (Laurent CARROUÉ).....</b>	<b>139</b>	<b>3</b>
<b>- Les basculements du monde : les nouveaux défis géoéconomiques, géopolitiques et géostratégiques de l'entrée dans le XXI<sup>ème</sup> siècle (Laurent CARROUÉ).....</b>	<b>141</b>	<b>5</b>
<b>- Le Brésil du complexe du vira-lata à la puissance émergente (Hervé THÉRY).....</b>	<b>161</b>	<b>25</b>
<b>- Chine, post-réformes (Thierry SANJUAN).....</b>	<b>175</b>	<b>39</b>
<b>- Le monde et l'Europe dans les yeux des Russes (Yann RICHARD).....</b>	<b>183</b>	<b>47</b>
<b>- L'Inde et le basculement du monde (Jean-Luc RACINE).....</b>	<b>199</b>	<b>63</b>
<b>- Monde arabe : des révolutions en trompe l'œil. Vers un nouveau rendez-vous manqué pour l'Occident (Marc LAVERGNE).....</b>	<b>211</b>	<b>75</b>

## CONTENTS

---

	N°	Special File
<b>Introduction : Crisis and the World's upside down: The Geopolitical, Geo-economic, and Geostrategic Stakes (Laurent CARROUÉ).....</b>	<b>139</b>	<b>3</b>
<b>- The New Geo-economic, Geopolitical and Geostrategic Challenges of Entering the 21st Century (Laurent CARROUÉ).....</b>	<b>141</b>	<b>5</b>
<b>- Brazil: from complexe of vira-lata to emerging power (Hervé THÉRY).....</b>	<b>161</b>	<b>25</b>
<b>- China, the Empire post-reforms (Thierry SANJUAN).....</b>	<b>175</b>	<b>39</b>
<b>- The World and Europe in the vision of Russians Citizens (Yann RICHARD).....</b>	<b>183</b>	<b>47</b>
<b>- India and the World's upside down (Jean-Luc RACINE).....</b>	<b>199</b>	<b>63</b>
<b>- The Arab World: Deceptive Revolutions-Toward another Missed Opportunity for the West (Marc LAVERGNE).....</b>	<b>211</b>	<b>75</b>

## Introduction

# Crise et basculements du monde : enjeux géopolitiques, géoéconomiques et géostratégiques

*«Apprendre à penser et enseigner l'impensable», telle pourrait être depuis vingt ans la devise des enseignants et chercheurs en histoire et en géographie tant les transformations du monde, de l'Europe, de la France ont été si amples et si rapides; de l'effondrement de l'URSS et des régimes communistes en 1989/1991, à l'ouverture et à la métamorphose de la Chine (1978, 1992) et à la crise actuelle, des attentats du 11 septembre 2001 aux révolutions arabes de 2011. Rarement nos responsabilités intellectuelles, scientifiques et pédagogiques n'ont été autant questionnées. Car notre première fonction est bien de rendre le monde actuel intelligible, et donc les jeunes qui nous sont confiés dans l'enseignement scolaire, en classes préparatoires ou dans les Universités ou Grandes Ecoles plus intelligents.*

L'objectif d'un tel numéro est de faire le point sur les transformations des équilibres géopolitiques, géostratégiques et géoéconomiques qui touchent la planète depuis une dizaine d'années et qui s'accroissent. Ce dossier répond d'abord à un besoin de formation générale des enseignants et des étudiants. Il s'inscrit aussi plus largement dans les nouveaux programmes des collèges et lycées – en particulier ceux des terminales – qui viennent d'être rénovés. Enfin, il peut servir de toile de fond pour aborder certaines questions aux concours (cf. «géographie des conflits»).

Face à un flot constant d'informations parcellaires alimentant un climat général anxiogène, face au zapping permanent, face à la dictature du scoop et de l'instantanéité, nous avons fait le choix de la réflexion, de l'analyse, de la prise et de la mise à distance. Notre volonté a été de décortiquer des processus, d'évaluer des champs de forces, d'analyser des nœuds de crise, de mettre en lumière des jeux d'acteurs afin d'éclairer les grands enjeux géopolitiques, géoéconomiques et géostratégiques qui organisent l'architecture de la mondialisation contemporaine. C'est pourquoi ce dossier est composé de trois grandes parties.

La première partie, prise en charge par Laurent Carroué, a pour objectif de faire le point de manière générale sur les profondes transformations systémiques – de nature géoéconomique, géopolitique et géostratégique – qui se déploient sous nos yeux (crise financière, gouvernance mondiale, enjeux généraux de développement...). A partir de l'analyse des transformations structurelles de la mondialisation, cette contribution souligne le caractère systémique de la crise de 2007/2011 consécutive à l'effondrement du régime d'accumulation financière né dans les années 1980 avant d'en présenter quelques enjeux majeurs pour une éventuelle sortie de crise.

La seconde partie – prise en charge par Jean-Luc Racine, Hervé Théry, Thierry Sanjuan et Yann Richard – met l'accent sur l'affirmation croissante sur une scène mondiale de plus en plus multipolaire de nouvelles puissances qui sont devenues l'Inde, le Brésil, la Chine et la Russie. La perspective choisie pour ces dossiers nationaux est de décentrer le regard occidental du lecteur et de partir d'une vision indienne, chinoise, brésilienne ou russe des mutations actuelles. Ces géographes universitaires se sont ainsi attachés à en pré-

\* Inspecteur général de l'Éducation nationale.

sender les grandes mutations internes et externes les plus structurantes, à en identifier les grandes stratégies de projection (concepts, arguments et justifications) et les nouvelles logiques d'acteur mondial à différentes échelles (internes/externes, sous-continentales, continentales et mondiale, systèmes d'alliances...). Enfin, ils rendent compte de la manière dont ces nouvelles puissances se représentent le monde et se vivent comme acteurs du monde. Nous sommes bien loin à leur lecture de la géographie de bande dessinée promue par les médias à partir de l'acronyme de BRIC utilisé par Jim O'Neill, un salarié de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs de New-York, en 2001 pour caractériser ces grandes économies émergentes<sup>1</sup>. La dernière partie, enfin, est prise en charge par Marc Lavergne. En poste au Caire comme directeur du CEDEJ Egypte/ Soudan et ayant rédigé sa contribution en étant en mission dans le nouvel Etat du Sud-Soudan, Marc Lavergne présente à chaud une analyse du *printemps arabe*, de ses dynamiques actuelles et de ses enjeux futurs. Il nous a

semblé en effet indispensable de diversifier les approches géographiques, géopolitiques et thématiques. A cet égard, une étude critique, fine et distanciée des phénomènes actuels de revendications sociales et démocratiques qui secouent le nord de l'Afrique et le Proche et Moyen Orient nous semblaient incontournable.

Lorsqu'au début du printemps 2011, nous avons décidé avec la revue *Historiens et Géographes* de monter et programmer ce dossier thématique, il était initialement intitulé «*Les basculements du monde : enjeux géopolitiques, géoéconomiques et géostratégiques*». Depuis, l'approfondissement de la crise économique et financière au printemps 2011, l'explosion de la crise de la dette publique durant l'été 2011 et les menaces d'éclatement de la zone Euro de l'automne 2011 nous ont contraint à y rajouter le terme de crise.

En pleine actualité brûlante, nous espérons que ce dossier répondra aux attentes des lecteurs en les dotant d'outils d'analyse novateurs des dynamiques du monde contemporain.

---

<sup>1</sup> Sur ces questions et sur la mutation des équilibres mondiaux en complément du dossier, voir aussi en particulier deux publications du géographe Michel Foucher.

- *Les nouveaux (dés)équilibres mondiaux*, La Documentation Photo, n°8072, nov/dec. 2009, la Documentation Française, Paris, 64 p.

- *La Bataille des cartes. Analyse critique des visions du monde*, François Bourin Editeur, 2010, Paris, 176 p.

# Les basculements du monde :

## les nouveaux défis géoéconomiques, géopolitiques et géostratégiques de l'entrée dans le XXI<sup>ème</sup> siècle

*Comme en témoignent tous les jours les évolutions de l'actualité et la pression des événements politiques et économiques depuis maintenant plusieurs années, il nous faut sans doute apprendre à penser l'impensable. Pour autant, notre devoir et notre fonction - comme scientifique ou pédagogue - exigent non seulement de témoigner et de décrire mais surtout de décortiquer, analyser et conceptualiser les processus contemporains se déployant sous nos yeux. Afin de rendre le monde plus intelligible et les jeunes qui nous sont confiés plus intelligents, c'est à dire en capacité de maîtriser leur destin d'homme et de citoyen.*

*Dans le cadre de nos travaux, nous avons toujours défini la mondialisation à la fois comme un processus géohistorique et comme un système, à la fois géoéconomique et géopolitique, définissant une architecture internationale et un ordre mondial organisés par des puissances plus ou moins hégémoniques et en articulations conflictuelles. Débutant fin 2006, une crise immobilière, puis financière et économique d'une gravité inédite depuis 1929 s'est déployée. Nous émettons l'hypothèse qu'elle est de nature structurelle et clôt un moment historique de quarante à cinquante ans. Du fait de son caractère systémique, elle oblige à repenser l'ensemble des paradigmes géoéconomiques, géopolitiques et géostratégiques fondant la mondialisation contemporaine. A ce titre, elle signe bien la véritable entrée du monde dans le XXI<sup>ème</sup> siècle.*

*Dans le cadre de ce dossier, nous avons du faire des choix, sélectifs. Si les questions géopolitiques et géostratégiques nous semblent dans l'ensemble assez connues, accessibles et bien documentées grâce aux travaux de nombreux universitaires<sup>1</sup> et aux renouvellements des questions aux concours (cf. nouvelle question « géographie des conflits » au CAPES et aux agrégations externes), il nous est apparu à contrario un vrai déficit sur les questions géoéconomiques et financières, trop largement abandonnées par les universitaires géographes et si maltraitées par les médias. C'est pourquoi il nous a semblé nécessaire et utile de revenir dans cette contribution sur le traitement d'un certain nombre de grandes questions articulant géoéconomie et géopolitique.*

### 1. Les transformations structurelles de la mondialisation

Alors qu'avec la crise, les informations présentées dans les médias mettent en avant une avalanche de statistiques ou de faits très ponctuels qui noient l'opinion publique (cf. évolution

journalière du CAC 40.), il convient de réfléchir aux processus de transformation qui s'opèrent sous nos yeux en prenant un peu de recul. Il est nécessaire pour cela de mobiliser en les réinscrivant dans la longue durée historique un certain nombre de facteurs structurels (création de richesses, poids de l'industrie manufacturière, innovations...) jouant un rôle majeur dans les équilibres mondiaux.

\* IGEN et IFG Paris VIII

<sup>1</sup> Voir par ex. les travaux de Michel Foucher comme « La bataille des cartes. Analyse critique des visions du monde », François Bourin Éditeur, 2010, Paris ou « Les nouveaux (des)équilibres mondiaux », La Documentation photographique, n°8072, dec 2009, Paris. Ou encore les différents numéros de la revue Hérodote au 1<sup>er</sup> trim. 2009 : « L'Amérique d'Obama » ; au 2<sup>em</sup> trim. 2009 : « Le Golfe et ses Emirats », au 3<sup>em</sup> trim. 2009 « Pillages et pirateries »...

## Un sensible rééquilibrage économique mondial : une rupture multiséculaire

L'évolution de la production de richesses - saisissable à travers le produit intérieur brut (tab. n°1) - est la 1<sup>re</sup> donnée de base permettant d'évaluer les dynamiques de transformation de la géographie économique mondiale<sup>2</sup>. On assiste en trente ans à un rééquilibrage économique mondial si puissant qu'il constitue une rupture séculaire.

**L'évolution du PIB.** Durant les vingt dernières années du XX<sup>em</sup> siècle (1980/2000), la domination des pays développés apparaît encore écrasante (80 % PIB) face aux économies en développement. La mondialisation - dont ils définissent alors l'essentiel des règles, contrôlent les mécanismes et imposent les normes - fonctionne alors à leur plus grand

profit. Avec 20 % de la population totale, ils captent 83 % de la croissance mondiale de la décennie 1980/1990 et 80 % de celle de la décennie 1990/2000. Durant cette période s'opèrent au sein économies en développement de fortes différenciations de trajectoires. On passe alors d'un «Sud» (face au «Nord» développé) à des Suds, de plus en plus différenciés. L'Europe centrale et orientale subit de plein fouet l'effondrement du système communiste, le MPMO (Maghreb - Proche et Moyen Orient) stagne, l'Afrique est confrontée au désastre de la «décennie perdue» (crise économique et financière, plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, effondrement des Etats, guerres civiles...), et l'Asie de l'Est sinisée en développement est la grande bénéficiaire de son insertion dans la mondialisation.

**Tab.n°1. Evolution du Produit Intérieur Brut mondial : un sensible rééquilibrage**  
(d'après FMI, avril 2011, \* 2015 prévisions)

	PNB mondial en milliards \$			% région/ croissance mondiale				% région/ éco. mondiale			
	1980	2010	2015 *	1980/ 1990	1990/ 2000	2000/ 2010	2010/ 2015	1980	2000	2010	2015
<b>Monde</b>	<b>10 707</b>	<b>62 909</b>	<b>85 425</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>économies développées</b>	<b>8 163</b>	<b>41 531</b>	<b>51 339</b>	<b>82,9</b>	<b>79,9</b>	<b>51,6</b>	<b>43,6</b>	<b>76,2</b>	<b>79,7</b>	<b>66,0</b>	<b>60,1</b>
<i>Dont Pays G7</i>	<i>6 648</i>	<i>31 891</i>	<i>38 817</i>	<i>67,5</i>	<i>67,4</i>	<i>35,0</i>	<i>30,8</i>	<i>62,1</i>	<i>65,7</i>	<i>50,7</i>	<i>45,4</i>
<i>Dont NPI Asie</i>	<i>147</i>	<i>1 885</i>	<i>2 793</i>	<i>3,5</i>	<i>5,7</i>	<i>2,5</i>	<i>4</i>	<i>1,4</i>	<i>3,5</i>	<i>3,0</i>	<i>3,3</i>
<i>Dont U. europ.</i>	<i>3 652</i>	<i>16 282</i>	<i>20 085</i>	<i>29,6</i>	<i>14,6</i>	<i>25,3</i>	<i>16,9</i>	<i>34,1</i>	<i>26,4</i>	<i>25,9</i>	<i>23,5</i>
<b>Economies en dével.</b>	<b>2 544</b>	<b>21 378</b>	<b>34 085</b>	<b>17,1</b>	<b>20,1</b>	<b>48,4</b>	<b>56,4</b>	<b>23,8</b>	<b>20,3</b>	<b>34,0</b>	<b>39,9</b>
<i>Europe cent. et est</i>	<i>248</i>	<i>1 756</i>	<i>2 506</i>	<i>1,0</i>	<i>2,4</i>	<i>3,8</i>	<i>3,3</i>	<i>2,3</i>	<i>1,9</i>	<i>2,8</i>	<i>2,9</i>
<i>CEI</i>	<i>ns</i>	<i>1 953</i>	<i>3 755</i>	<i>ns</i>	<i>ns</i>	<i>5,2</i>	<i>8</i>	<i>ns</i>	<i>1,1</i>	<i>3,1</i>	<i>4,4</i>
<i>Asie en dév.</i>	<i>664</i>	<i>9 426</i>	<i>15 731</i>	<i>4,0</i>	<i>12,1</i>	<i>23,1</i>	<i>28</i>	<i>6,2</i>	<i>7,3</i>	<i>15,0</i>	<i>18,4</i>
<i>Amérique latine</i>	<i>844</i>	<i>4 832</i>	<i>6 980</i>	<i>3,0</i>	<i>9,4</i>	<i>8,8</i>	<i>9,5</i>	<i>7,9</i>	<i>6,6</i>	<i>7,7</i>	<i>8,2</i>
<i>MPMO</i>	<i>508</i>	<i>2 356</i>	<i>3 517</i>	<i>0,4</i>	<i>2,4</i>	<i>5,1</i>	<i>5,2</i>	<i>4,7</i>	<i>2,5</i>	<i>3,7</i>	<i>4,1</i>
<i>Afri. sub saharienne</i>	<i>277</i>	<i>1 056</i>	<i>1 595</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>2,4</i>	<i>2,4</i>	<i>2,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,9</i>
<b>dont 4 Etats émergents</b>	<b>576</b>	<b>12 197</b>	<b>19 127</b>	<b>7,1</b>	<b>13,6</b>	<b>30,8</b>	<b>30,7</b>	<b>5,4</b>	<b>8,5</b>	<b>19,4</b>	<b>22,4</b>
<i>Brésil</i>	<i>163</i>	<i>3 090</i>	<i>3 302</i>	<i>3,0</i>	<i>1,3</i>	<i>8,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>2,0</i>	<i>4,9</i>	<i>3,9</i>
<i>Chine</i>	<i>231</i>	<i>6 103</i>	<i>10 382</i>	<i>2,1</i>	<i>9,0</i>	<i>15,4</i>	<i>19</i>	<i>2,2</i>	<i>4,2</i>	<i>9,7</i>	<i>12,2</i>
<i>Inde</i>	<i>182</i>	<i>1 538</i>	<i>2 516</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>3,4</i>	<i>4,3</i>	<i>1,7</i>	<i>1,5</i>	<i>2,4</i>	<i>2,9</i>
<i>Russie</i>	<i>0</i>	<i>1 465</i>	<i>2 926</i>	<i>0,7</i>	<i>1,7</i>	<i>3,9</i>	<i>6,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>2,3</i>	<i>3,4</i>

<sup>2</sup> Ces données sont en PIB brut, somme de toutes les valeurs ajoutées produites sur un territoire, qui permet seul de comparer le poids économique relatif des puissances. L'utilisation du PIB exprimé en PPA, ou parité de pouvoir d'achat, est de nature différente (formation des prix, coût et niveau de la vie...) et ne peut être mobilisé dans une telle démarche.

Mais la décennie 2000/2010 se traduit par une transformation radicale de l'architecture économique mondiale. En ne captant plus que 51 % de la croissance mondiale, dont seulement 35 % pour les pays du G7, le Nord tombe de 80 % à 66 % de l'économie mondiale. Ce processus de déclasserement relatif traduit une rupture multiséculaire : il faut au moins remonter au XVII<sup>ème</sup> ou XVIII<sup>ème</sup> siècles pour retrouver de tels équilibres géoéconomiques mondiaux. Dans les Suds, la dynamique est principalement polarisée par une région : l'Asie en développement - elle même portée par le dynamisme chinois – qui capte presque un quart de la croissance mondiale et presque la moitié de la croissance des Suds. Au niveau des Etats, les quatre grands pays émergents (Chine, Brésil, Inde, Russie) réalisent presque un tiers (31 %) de la croissance mondiale.

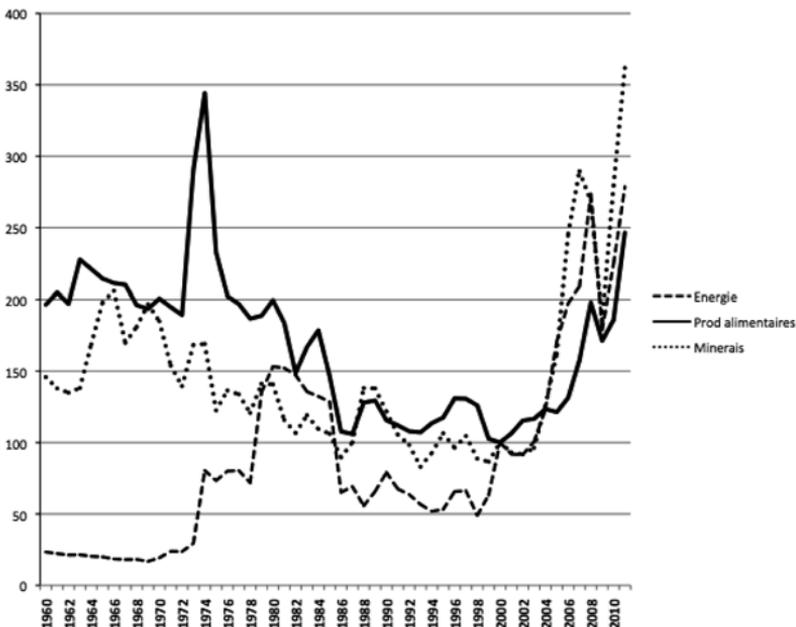
**L'exemple des matières premières.** Cette affirmation de l'Asie d'un côté, des quatre principaux pays émergents de l'autre transforme en profondeur l'architecture et les logiques de la mondialisation comme en témoigne, par exemple, l'évolution du prix des matières premières (Fig. n°1). Alors que de 1960 à 2000, le prix des matières premières minérales et végétales recule tendanciellement de moitié du fait du piège de l'échange inégal imposé par des pays développés en position hégémonique, on assiste entre 2000 et 2010 à un complet renversement avec un doublement ou un triplement des prix mondiaux portés par la nouvelle demande asiatique et chinoise. Au total, en représentant 50 % à 60 % de la consommation mondiale (pétrole, cuivre, aluminium...), ce sont aujourd'hui les besoins des

pays émergents qui fixent les principaux prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

Cet essor des prix a des retombées financières et des effets d'entraînement considérables sur plus de la moitié de la planète. Il redynamise les économies rentières agricoles et minières du MPMO, d'Afrique et d'Amérique latine (relance des investissements, créations d'emplois, nouvelles ressources fiscales avec parfois la révision des codes miniers...). Il permet un large désendettement qui réduit donc la dépendance financière antérieure aux institutions internationales et débouche parfois sur la création de Fonds souverains qui vont gérer ces nouvelles masses de capitaux. Il se traduit enfin par la reconstruction des Etats et de nouvelles logiques redistributives malgré, parfois, la permanence de régimes corrompus et kleptomanes confrontés cependant à de nouvelles demandes sociales et démocratiques (cf. Sénégal, *printemps arabe* de 2011).

**A l'horizon 2015/2050.** Loin d'être achevé, ce puissant processus de rééquilibrage géoéconomique s'accélère avec la crise financière et économique de 2007/2011 - qui frappe en premier lieu les pays développés - comme l'indiquent les projections de croissance du FMI pour 2015. Le dynamisme économique des Suds bouscule les hiérarchies économiques. Il alimente en retour de nouvelles revendications géopolitiques concernant la structuration institutionnelle de la gouvernance mondiale (cf. passage du G7 au G20, refonte du FMI et de la Banque mondiale, blocage des négociations à l'OMC...). Il se traduit par la conquête d'une nouvelle autonomie stratégique dont témoigne la montée

**Fig. n°1. L'évolution du prix des matières premières**  
(en \$ constants, année 2000 = 100, d'après Banque mondiale)



des liens économiques et institutionnels Sud/Sud. Ceux-ci échappent de plus en plus aux logiques Nord/Sud antérieures jusqu'ici dominantes (cf. structures hémisphériques des acteurs nord-américains) sur lesquelles ils se superposent tout en les affaiblissant. On assiste à la fin du duopôle transatlantique Amérique du Nord/ Europe occidentale comme centre de gravité traditionnel de la géoéconomie mondiale. Ainsi, dans les Amériques, le Brésil joue un rôle majeur dans l'échec nord-américain de construction d'une vaste zone de libre-échange continentale (ZLEA). Au total, d'ici 2020 à 2050, les bouleversements structurels des équilibres géoéconomiques et géopolitiques mondiaux devraient s'accélérer. En 2050, les trois premières puissances économiques mondiales seraient la Chine, les Etats-Unis et l'Inde alors que le Brésil, l'Indonésie, la Turquie et le Mexique devraient voir leur poids relatif croître sensiblement.

### **Une division internationale du travail renouvelée : l'exemple de l'industrie**

**Une nouvelle DIT.** Ces profondes reconfigurations géoéconomiques se traduisent progressivement par l'émergence d'une nouvelle division internationale du travail. Des années 1960 aux années 2000, les grands Etats développés et leurs firmes transnationales ont globalement organisé à leur profit une division internationale du travail très hiérarchisée et spécialisée dans le cadre de liens d'interdépendances profondément asymétriques. Les Etats intégrés dominés comportaient les pays fournisseurs de matières premières énergétiques, minérales et végétales à bas coût, les pays ateliers spécialisés dans l'industrie manufacturière où les segments déqualifiés étaient délocalisés (textile, habillement, électronique grand public, automobile, zones franches productives...<sup>3</sup>, les pays touristiques et les paradis fiscaux. Les marges comportaient les oubliés ayant peu de chose à proposer, les Etats en guerre ou en crises internes. Cette structuration est aujourd'hui en plein bouleversement. Et ce pour trois raisons essentielles.

Premièrement, on voit apparaître de nouvelles puissances d'affirmation mondiale (Chine, Russie, Brésil, Inde) ou régionale (Afrique du Sud, Turquie, Arabie saoudite...) qui, à partir de leurs bases nationales, ont accumulé des facteurs géoéconomiques assurant une large autonomie, voire une vraie indépendance, géoéconomique et géopolitique.

Deuxièmement, cette nouvelle structure multipolaire - face à des pays développés en crise structurelle - reconfigure rapidement les champs de polarité de l'espace mondial. La mondialisation passant par la continentalisation du fait des logiques d'articulation d'échelles, ces nouvelles puissances

tendent, et tentent, à réorganiser à leur profit la structuration de leur espace sous-continentale d'insertion selon des logiques multiformes (institutionnels cf. Mercosur, accords commerciaux, culturels et politiques, investissements, prêts financiers...). Dans ce contexte, l'Asie de l'Est, très intégrée industriellement (cf. triangle asiatique), l'Amérique du Sud, l'Asie centrale, l'Afrique australe et centrale et le MPMO sont de nouveaux champs de concurrences et de rivalités qui échappent de plus en plus aux anciennes logiques de monopoles hégémoniques du Nord. Au total, si les dotations spécifiques de chaque Etat ou espace demeurent - par exemple, le Chili reste un des grands producteurs de cuivre - la multiplicité des jeux d'acteurs et la montée des concurrences autorisent de nouvelles marges d'autonomie pour négocier les insertions dans la DIT. L'aimantation croissante de l'Australie ou de l'Amérique latine minière par la Chine est à cet égard démonstrative.

Troisièmement enfin, on assiste à un déplacement géographique des marchés qui se traduit par un véritable effet d'aspiration (investissements, emplois, arbitrages dans les localisations d'activités...). Ainsi, jamais historiquement l'attractivité des pays développés dans les flux d'investissements étrangers mondiaux n'a été aussi faible : ils tombent de 73 % en 1990/2000 à 61 % en 2001/2010 pour aboutir à 48 % en 2010, soit moins de la moitié des flux mondiaux. Les pays émergents représentent aujourd'hui 31 % des revenus et 24 % des profits des 220 plus grands groupes européens, contre respectivement 18 et 15 % en 2002. La Chine est devenue le 1<sup>er</sup> producteur et le 1<sup>er</sup> marché automobile mondial. C'est pourquoi on assiste à une profonde transformation des logiques de localisation des firmes transnationales des pays développés dans une partie des pays des Suds. Si les logiques de fourniture en matières premières ou de délocalisations manufacturières avec réimportation afin de jouer sur les différentiels de coûts salariaux perdurent, de plus en plus d'investissements visent d'abord et avant tout à alimenter des marchés nationaux en plein développement. Malgré des inégalités socio-spatiales encore criantes, la hausse des niveaux de vie et d'équipement se traduit en effet par l'émergence de nouvelles couches moyennes urbaines solvables dans les grands systèmes métropolitains<sup>4</sup>. En revanche, dans les marchés matures des pays développés, leur pouvoir d'achat réel stagne du fait de l'énorme pression exercée sur les salaires dans le cadre de la révolution néolibérale et de la financiarisation des économies lancée dans les années 1980.

**L'exemple de l'industrie manufacturière.** Contrairement à certaines conceptions parfois largement diffusées dans les pays occidentaux les plus désindustrialisés, l'industrie garde

<sup>3</sup> Sur les zones franches, voir l'excellent ouvrage collectif dirigé par François Bost : « *Atlas mondial des zones franches* », coll. Dynamiques des Territoires, La Documentation Française, Paris, 2010.

<sup>4</sup> Anne Bretagnolle, Renaud Le Goix et Céline Cacchiani-Marcuzzo : « *Métropoles et mondialisation* », La Documentation Photo, n°8082, 2<sup>em</sup> trim.. 2011, La Documentation Française, Paris.

un rôle majeur dans l'économie mondiale : la valeur de sa production augmente de + 65 % en dix ans. C'est à partir de sa puissante base industrielle et des énormes excédents commerciaux dégagés par le solde de son commerce international que la Chine est devenue en trente années le 1<sup>er</sup> exportateur mondial devant l'Allemagne en 2008 et la seconde puissance économique mondiale devant le Japon en 2009. Au total, jamais l'économie mondiale n'a fourni historiquement autant de produits manufacturés et jamais le taylorisme et la production de masse n'ont été aussi développés. L'industrie demeure cependant une activité géographiquement polarisée, hiérarchisée et sélective : 62 Etats polarisent 95 % de la production, 15 Etats 85 % et seulement trois 52 % (Chine, Etats-Unis, Japon).

Depuis 1990, on assiste à un large bouleversement de la hiérarchie mondiale (tab. n°2). En 2010, de manière emblématique, la Chine est aussi devenue la 1<sup>er</sup> puissance industrielle mondiale en polarisant 41 % de la croissance mondiale des dix dernières années : elle dépasse les Etats-Unis, mettant ainsi fin à plus d'un siècle d'hégémonie nord-américaine. Si ce fait a provoqué un véritable choc aux Etats-Unis même, il a été largement passé sous silence dans les médias français et européens. Il est pourtant plus qu'urgent que la France et l'Union européenne se soucient enfin de leur avenir industriel, scientifique et technologique. Car d'autres pays émergents se sont aussi hissés dans le peloton mondial alors que l'industrie s'effondrait par pans entiers du fait de la crise dans

les grands pays développés : le Brésil (6<sup>ème</sup> puissance indust.) dépasse dorénavant la France (7<sup>ème</sup>), la Corée du Sud (8<sup>ème</sup>) le Royaume-Uni (9<sup>ème</sup>), lui même rattrapé par l'Inde (10<sup>ème</sup>) qui devance la Russie et le Canada. Enfin, le Mexique (13<sup>ème</sup>) avec l'Alena, l'Indonésie (14<sup>ème</sup>) et la Turquie (16<sup>ème</sup>) grimpent aussi nettement dans la hiérarchie mondiale.

Aujourd'hui<sup>5</sup>, l'Asie de l'Est et du Sud-Est réalise 60 % de la production informatique et électronique mondiale, dont la moitié en Chine contre seulement 20 % en Europe et 17 % en Amérique du Nord. Spécialisée dans le montage final des produits de masse, la Chine – devenue l'«atelier du monde» - polarise 85 % de la fabrication mondiale des lecteurs disques laser, 80 % des caméras digitales ou 50 % des téléphones mobiles, essentiellement dans les provinces littorales comme le Guangdong (35 % prod. nationale) ou le Jiangsu (25 %). Loin de demeurer dans les activités bas de gamme, cette région du monde contrôle des secteurs de plus en plus stratégiques comme les semi-conducteurs (processeurs, mémoires, composants...). Ces dix dernières années, cette région accumule 75 % des investissements mondiaux dans les semi-conducteurs essentiellement grâce à Taiwan (21 %), au Japon (19 %) et à la Corée du Sud (18 %) devant la Chine, Singapour, la Malaisie et les Philippines. Face à ce «triangle asiatique» très dynamique et de plus en plus intégré, l'Amérique du Nord (16,7 %) et l'Europe (8,2 %) sont de plus en plus largement distancées.

**Tab.n°2. Les bouleversements de la hiérarchie industrielle mondiale : la Chine, 1<sup>er</sup> puissance manufacturière (d'après Banque mondiale)**

	Production 2010 (Milliards \$)	% 2010	% 1990	croissance 1990/2009 (milliards \$ constants)	% croissance 1990/2009
Monde	9 528,9	100	100	+ 3 192,1	+ 64
<b>Chine</b>	<b>1 995,4</b>	<b>20,9</b>	<b>3,4</b>	<b>+ 1 308,4</b>	<b>+ 760</b>
Etats-Unis	1 951,6	20,5	20,6	+ 634,2	+ 60,5
Japon	1 027,4	10,8	16,7	+ 144,1	+ 17
Allemagne	618	6,5	9,9	- 4,5	- 1
Italie	315,2	3,3	5,2	- 16,4	- 6
<b>Brésil</b>	<b>273,7</b>	<b>2,9</b>	<b>1,9</b>	<b>+ 40,7</b>	<b>+ 4</b>
France	253,3	2,7	3,7	+ 34,5	+ 18
<b>Corée du Sud</b>	<b>239,2</b>	<b>2,5</b>	<b>1,4</b>	<b>+ 183,6</b>	<b>+ 255</b>
Royaume-Uni	235,2	2,5	5	- 17,8	- 6,9
<b>Inde</b>	<b>217,8</b>	<b>2,3</b>	<b>1</b>	<b>+ 122,4</b>	<b>+ 249</b>
<b>Russie</b>	<b>217,8</b>	<b>2,3</b>	<b>3</b>	<b>- 28,5</b>	<b>- 19</b>
Canada	194,8	2,0	2,1	+ 17,7	+ 16,5
<b>Mexico</b>	<b>180,6</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>+ 57</b>	<b>+ 58</b>
<b>Indonésie</b>	<b>180,4</b>	<b>1,9</b>	<b>0,6</b>	<b>+ 59</b>	<b>+ 186</b>
Espagne	164,9	1,7	2,3	+ 22,4	+ 19,
<b>Turquie</b>	<b>115,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>+ 44,6</b>	<b>+ 102</b>
total 16 Etats	8 180,7	85,80	79,60	+ 2 601,4	+ 64

<sup>5</sup> L. Carroué : « Informatique et électronique : sortie de crise et fortes hiérarchies territoriales », Les Images Economiques du Monde 2012, Armand Colin, sept 2011, Paris.

## **L'émergence de nouveaux acteurs : les firmes transnationales des Suds**

Comme pour les grands pays développés au XIX<sup>em</sup> et au début du XX<sup>em</sup> siècles, l'affirmation de nouvelles puissances se traduit par l'internationalisation croissante de leurs plus grandes entreprises débouchant sur la multiplication de nouvelles firmes transnationales (FTN). Si la géographie mondiale des FTN demeure encore largement dominée par les firmes des pays développés, les pays des Suds disposent déjà de 78 entités, dont 56 ressortent aux cinq grands pays émergents. Certes, le volume des actifs, des ventes, des flux d'IDE placés à l'étranger et le nombre de salariés témoignent encore d'un fort différentiel Nord/Sud, tout comme le degré d'internationalisation des entreprises. Mais dans de nombreux secteurs d'activité, les effets directs et indirects induits par ces nouveaux acteurs sont considérables (mines, produits de base et énergies, agro-alimentaire, électronique, télécommunications, transport maritime et constructions navales, banques et finance, industrie du

luxe, culture et cinéma...). Ces vingt dernières années, les cinq grands pays émergents exportent 1 373 milliards \$ d'IDE dans le monde, dont 902 pour la Chine.

Encore peu connues du grand public occidental, les FTN chinoises Hutchison Whampoa, CITIC, COS, CNPC, Lenovo, Huawei ou Sinochem, les brésiliennes Vale, Petrobras, Gerdau, JBS ou Brazil Foods, la mexicaine Cemex, la malaisienne Pétronas, les russes Lukoil, Severstal ou Russal, les indiennes Tata Steel et Tata Motors, l'émirat DP World (...) sont devenues des acteurs mondiaux avec lesquels les firmes occidentales doivent dorénavant compter. Ainsi, Petrobras, après avoir assuré l'autonomie pétrolière du Brésil grâce à ses prospections off-shore, part à la conquête du monde. En Chine, l'alliance des firmes minières, énergétiques et industrielles avec les Fonds souverains vise à assurer l'indépendance et la sécurité stratégique à long terme de la 2<sup>ème</sup> économie mondiale : les effets en sont déjà considérables en Asie centrale, en Sibérie, en Afrique et en Amérique latine<sup>6</sup>.

**Tab. n°3. Géographie des deux firmes transnationales du Nord et des Suds (Unctad, 2011)**

	Nombre FTN	actifs totaux (milliards \$)	% actifs étranger	Ventes totales (milliards \$)	% ventes à l'étranger	Salariés mondiaux	% salariés à l'étranger	Flux d'IDE 1990/2010 à l'étranger
<b>Pays développés</b>	<b>122</b>	<b>12 004</b>	<b>62,5</b>	<b>8 293,5</b>	<b>63</b>	<b>17 296 164</b>	<b>58</b>	<b>14 341</b>
Europe occidentale	62	6 719,5	69,	4 284	70	8 524 362	62,5	9 412,5
USA Canada	22	3 139,5	62,5	2 275,5	53	4 842 551	50	3 843
Japon	8	1 179,5	55,5	808	58,5	1 323 095	45	842
NPI	29	876,5	37	873	58	2 566 586	66,5	391
Australie	1	89	39	53	89	39 570	60	170,5
<b>Pays des Sud</b>	<b>78</b>	<b>3 222</b>	<b>31</b>	<b>1 468</b>	<b>46</b>	<b>6 452 350</b>	<b>32</b>	<b>2 428,5</b>
<b>5 émergents</b>	<b>56</b>	<b>2 488</b>	<b>28</b>	<b>1 108</b>	<b>45</b>	<b>5 589 280</b>	<b>31</b>	<b>1 373</b>
<i>Chine</i>	<i>29</i>	<i>1 571</i>	<i>26</i>	<i>613</i>	<i>39,5</i>	<i>3 962 431</i>	<i>35</i>	<i>902</i>
<i>Brésil</i>	<i>4</i>	<i>457</i>	<i>25,5</i>	<i>199,5</i>	<i>47</i>	<i>245 901</i>	<i>22</i>	<i>81,5</i>
<i>Russie</i>	<i>9</i>	<i>246</i>	<i>28</i>	<i>147</i>	<i>53</i>	<i>756 035</i>	<i>15</i>	<i>276,5</i>
<i>Inde</i>	<i>7</i>	<i>130,5</i>	<i>46</i>	<i>90,5</i>	<i>55,5</i>	<i>387 893</i>	<i>27,5</i>	<i>93</i>
<i>Afrique Sud</i>	<i>7</i>	<i>82</i>	<i>61</i>	<i>57,5</i>	<i>50,5</i>	<i>237 020</i>	<i>33,5</i>	<i>20</i>

### **Pour les pays développés, négocier une nouvelle révolution industrielle**

Au delà de la prise en compte de ces multiples facteurs quantitatifs, il convient de comprendre de manière fine la nature des rééquilibres géoéconomiques et géopo-

litiques qui opèrent sous nos yeux en insistant sur les facteurs qualitatifs et d'en tirer un certain nombre de conclusions. Dans ce cadre, deux leviers jouent un rôle majeur : la qualité de la formation initiale et continue et l'effort d'innovation. Quatre facteurs sont à prendre en compte.

<sup>6</sup> Voir Journée d'Etude du Trinôme académique de Montpellier de 2011 sur « La montée en puissance de la Chine ». Dont L. Carroué : « Echelles et dimensions de la puissance chinoise », trois PDF téléchargeables : [http://pedagogie.ac-montpellier.fr/hist\\_geo/defense/cercle7.htm](http://pedagogie.ac-montpellier.fr/hist_geo/defense/cercle7.htm)

Premièrement, sur le marché mondial de la formation, l'effort des pays émergents s'accroît fortement, en particulier en Chine et en Inde. Si le *brain drain*, la fuite des cerveaux, bénéficie encore largement aux pays développés, il s'inscrit de plus en plus dans un système migratoire circulaire qui favorise en retour les transferts de compétences et de techniques du Nord vers les Suds. Ceci participe du fait que ces dernières décennies l'Inde et la Chine redécouvrent et réhabilitent leurs puissants systèmes diasporiques pour en faire des leviers de développement. Surtout, la formation de millions d'ingénieurs et de techniciens dans les Suds est un facteur majeur : le nombre de diplômés des universités chinoises est passé de deux à 80 millions en quinze ans. Ceci transforme les logiques de délocalisations d'activités comme le souligne la spécialisation croissante de l'Inde dans les services informatiques. La mise en concurrence des coûts salariaux par les firmes transnationales, jusqu'ici réservée aux emplois ouvriers peu ou pas qualifiés, s'étend dans les pays

développés à de nouvelles catégories salariales jusqu'ici largement épargnées.

Deuxièmement, la géographie mondiale de l'innovation se transforme rapidement. Aux échelles continentales, si l'Amérique du Nord réalise encore 36,2 % des dépenses mondiales, l'Asie (31,2 %) domine maintenant largement l'Europe (27,3 %). Entre 2002 et 2007, les pays développés tombent de 75,5 à 70 % de l'effort mondial de recherche face à la montée des pays émergents qui disposent d'un capital humain considérable avec 36,5 % des chercheurs. Selon la NSF nord-américaine, alors que la Chine dispose d'un nombre de chercheurs presque équivalent à celui des Etats-Unis, supérieur à l'UE et deux fois supérieur au Japon, elle devrait passer de 21,5 à 30 % des chercheurs mondiaux entre 2007 à 2025. Encore limitée, son efficacité va connaître ces deux prochaines décennies une croissance qualitative rapide alors que son insertion dans les coopérations internationales et les réseaux scientifiques et universitaires s'accélère.

**Tab. n°4. Géographie de l'effort de recherche mondial (source : OST et US NSF, janvier 2011)**

	2002 milliards \$	% mondial	2007 milliards \$	% mondial	% Rdev/ PIB	Chercheurs En 2007	% chercheurs
<b>Monde</b>	<b>768,9</b>	<b>100</b>	<b>1 113,2</b>	<b>100</b>	<b>1,79</b>	<b>6 594</b>	<b>100</b>
<b>Pays développés</b>	<b>580,1</b>	<b>75,5</b>	<b>780</b>	<b>69,9</b>	<b>ns</b>	<b>3 456</b>	<b>52,5</b>
Etats-Unis	277,1	36	373,1	33,5	2,66	1426	21,6
Japon	108,2	14,1	147,8	13,3	3,44	710	10,8
Allemagne	56,7	7,4	71,8	6,4	2,53	291	4,4
France	38,2	5	42,5	3,8	2,04	216	3,3
Corée Sud	22,5	2,9	41,7	3,7	3,21	222	3,4
R Uni	30,6	4	39,3	3,5	1,82	255	3,9
Canada	19,1	2,5	24,1	2,2	1,9	139	2,1
Italie	17,3	2,2	21,4	1,9	1,18	93	1,4
Taiwan	10,4	1,4	18,3	1,6	2,62	104	1,6
<b>Pays émergents</b>	<b>98,1</b>	<b>12,8</b>	<b>202,4</b>	<b>18,2</b>	<b>7,54</b>	<b>2 395</b>	<b>36,4</b>
Chine	39,2	5,1	102,3	9,2	1,44	1 423	21,6
Inde	12,9	1,7	24,8	2,2	0,8	155	2,3
Russie	14,6	1,9	23,5	2,1	1,12	469	7,1
Espagne	9,8	1,3	18	1,6	1,27	123	1,9
Brésil	12,1	1,6	17,3	1,6	0,94	118	1,8
Turquie	3	0,4	6,8	0,6	0,72	50	0,8
Mexique	4,2	0,5	5,6	0,5	0,37	38	0,6
Afrique Sud	2,3	0,3	4,1	0,4	0,88	19	0,3

Enfin, troisièmement, dans un contexte de concurrence accrue, les pays émergents se dotent de capacités productives de plus en plus élaborées par remontée de filières et par transferts de technologies, âprement négociés lors des grands contrats d'équipement. Ainsi, en signant avec Eurocopter au printemps 2010, le Brésil – qui perce déjà grâce à

Embraer sur le marché mondial les avions régionaux - vise d'ici une dizaine d'années à se doter de capacités endogènes de conception et de production d'un hélicoptère.

De même, le marché mondial des énergies renouvelables est devenu un nouveau champ de concurrence frontale : en 2011, la Chine réalise déjà 50 % de la production mondiale

de panneaux solaires photovoltaïques et dispose dans l'éolien du 1<sup>er</sup> parc mondial installé devant les Etats-Unis, un potentiel qui doit être multiplié par 4,7 d'ici 2020<sup>7</sup>. Ce processus témoigne du rapide renforcement qualitatif en vingt ans de la base technologique chinoise : lanceurs spatiaux, aéronautique civile et militaire (cf. « avion furtif »), automobile, construction navale avec 50 % de la production mondiale, trains à grande vitesse, nucléaire civil et militaire... Pékin va ainsi investir 165 milliards € dans le développement de son aviation civile d'ici 2015. Ne nous y trompons pas, cette montée en gamme répond à des impératifs économiques et sociaux fondamentalement internes. Il s'agit pour Pékin d'assurer la pérennité du système politique et du régime actuels en disposant de nouvelles marges de manœuvre afin de pouvoir financer à la fois la montée du niveau de vie, la croissance démographique et le vieillissement de la population (cf. explosion des dépenses de santé, de couverture sociale et de retraite).

Au total, quatrièmement, les pays développés sont donc « pris en tenaille » entre d'un côté la montée en puissance des grands pays émergents et de l'autre les Suds en développement, tout particulièrement l'Union européenne et la France dont les bases sont plus fragiles et moins cohérentes que celles des Etats-Unis. Les pays développés disposent d'une génération pour refonder les bases de leur développement économique et social et renégocier leurs logiques d'insertion dans la mondialisation<sup>8</sup>. La première exigence est de se doter d'une véritable stratégie de réindustrialisation, condition indispensable au renforcement de leurs systèmes productifs. La seconde exigence est de promouvoir une nouvelle révolution productive d'ampleur séculaire – c'est à dire négocier une nouvelle « Révolution industrielle » - afin de franchir une nouvelle frontière technologique décisive dans les activités d'avenir : mobilité durable, technologies vertes, énergies décarbonées et capture et stockage du Co2, biotechnologies et sciences du vivant, nouveaux matériaux, nanotechnologies, sciences cognitives...

Ces impératifs nécessitent d'investir trois à quatre points de PIB supplémentaires dans la formation initiale et continue et l'enseignement supérieur, la recherche fondamentale et appliquée et l'innovation, le soutien aux PME, la diffusion de l'usage des NTIC et le développement de nouveaux champs

sectoriels. La dernière exigence est enfin de comprendre la nature du choc systémique auquel nous sommes aujourd'hui confronté afin d'y apporter des solutions durables.

## 2. Le choc de 2007/2011 : une crise systémique

Débutant fin 2006 aux Etats-Unis avec le recul du prix de l'immobilier, la crise du crédit hypothécaire américain – dite alors des *subprimes*<sup>9</sup> – se transforme entre 2007 et 2011 en une crise mondiale - financière et bancaire, économique et sociale (+ 35 millions de chômeurs) - sans précédent depuis la Grande Crise de 1929<sup>10</sup>. Pour en comprendre les ressorts profonds et les enjeux géopolitiques et géoéconomiques mondiaux immédiats ou à plus long terme, il faut en éclairer les facteurs structurels. Pour cela, il convient de revenir sur la définition de la mondialisation à partir des héritages braudéliens : en insistant sur le fait qu'elle est à la fois un processus géohistorique de longue durée, l'extension progressive de l'économie marchande puis capitaliste à la surface du globe, et une succession de systèmes – à chaque étape historiquement datés - de nature géoéconomique, géopolitique et géostratégique.

### ***Le déploiement du nouveau régime d'accumulation financière (1970/2007)***

**Un enjeu géopolitique majeur.** Pour des raisons internes et externes<sup>11</sup>, le capitalisme anglo-saxon - tout particulièrement nord-américain - va chercher à reconstruire les bases de son hégémonie mondiale au tournant des années 1970/1980 autour de trois piliers : une révolution idéologique, politique et sociale néoconservatrice et néolibérale qui va faire éclater tous les héritages et compromis sociaux de la période keneysienne des Trente Glorieuses, une révolution géoéconomique fondée sur la construction d'un nouveau régime international d'accumulation financière et, enfin, une nouvelle guerre froide aboutissant à l'effondrement de l'URSS et du camps socialiste.

Dans le monde de l'entreprise, Milton Friedman – futur « Prix Nobel » d'économie de l'université de Chicago – en théorise les contours dès septembre 1970 : révolution actionnariale

<sup>7</sup> *Images Economiques du Monde 2012*, rubrique Energie, Armand Colin, Paris sept. 2011.

<sup>8</sup> L. Carroué : « *Mondialisation et localisation des activités économiques : les nouveaux défis posés par l'entrée dans le XXI<sup>ème</sup> siècle* », étude pour la DATAR dans le cadre du projet *Prospectives Territoires 2040*, Paris, 2011.

<sup>9</sup> L. Carroué : « *Crise des subprimes : la fin de l'hégémonie américaine ?* », dossier annuel des *Images Economiques du Monde 2009*, Armand Colin, Paris. Voir aussi le site des Actes du Festival International de Géographie 2008 (contribution à la table-ronde n°1). <http://www.cndp.fr/fig-st-die/>

<sup>10</sup> L. Carroué : « *Crise mondiale : la déferlante sociale* », dossier annuel des *Images Economiques du Monde 2010*, Armand Colin, Paris, oct. 2009.

<sup>11</sup> En août 1971, le Président Richard Nixon décide de la suppression du lien entre le dollar et l'or, la valeur du dollar n'étant donc plus garantie pour la première fois dans l'histoire par son poids en or ou en argent (35 dollars l'once). Cet engagement devenait intenable face à la montée de la masse monétaire pour financer la Guerre du Vietnam.

et maximisation de la valeur boursière, rentabilité maximale et immédiate (avec des objectifs de 15 à 20 %), libéralisation... L'organisation et la gestion des entreprises vont en être totalement bouleversées, tout comme le partage de la valeur ajoutée. L'impact de ses orientations est toujours structurant : ainsi, en 2010, en pleine crise, les 500 premières entreprises nord-américaines ont versé 206 milliards \$ de dividendes à leurs actionnaires et consacré 300 milliards \$ en rachat d'actions, contre il est vrai 589 milliards \$ en 2007, afin d'en maintenir le cours au détriment de l'investissement productif ou de la rémunération de leurs salariés.

### **L'influence des milieux d'affaires américains dans la construction de nouveaux concepts**

« Comme le souligne Michel Foucher dans *Les nouveaux (des)équilibres mondiaux* publié à la Documentation Photo en décembre 2009, l'expression *marchés ou pays émergents* est proposée en 1981 par un banquier de Bankers Trust de New-York avant d'être diffusée par l'Institute of International Finance de la Banque mondiale sise à Washington alors que le terme de *BRIC* (Brésil, Russie, Inde, Chine) est forgé par un économiste de la fameuse banque d'affaires Goldman Sachs en 2001.

Que les grandes banques d'affaires nord-américaines, et plus largement le capital financier anglo-saxon, soient ainsi en capacité de produire et d'imposer au monde leur vocabulaire et leurs représentations géopolitiques de la mondialisation renseigne sur la vitalité et la puissance de séduction du *soft power* nord-américain malgré la crise actuelle et nécessité de disposer d'un minimum de regard critique comme scientifique et pédagogue dans l'usage fait de ces terminologies ».

(source : L. Carroué : *La mondialisation : une géographie à portée de tous ?* in *Historiens et Géographes*, n° 413, février 2011)

**Un choix politique.** Mais c'est l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher au Royaume-Uni en 1979 et de R. Reagan aux Etats-Unis en 1980 qui lance véritablement ces ruptures systémiques d'essence éminemment politique. Ainsi, il n'y a pas « moins d'Etat » sous R. Reagan, mais une profonde refonte de ses logiques et fonctionnalités : par exemple, les impôts et taxes sur les entreprises passent en moyenne de 22,6 % des recettes fiscales entre 1934/1980 à 10,3 % en 1980/2011. Les réformes ultra-libérales libèrent alors les marchés financiers de toutes les règles, normes et institutions publiques qui en assuraient le contrôle depuis 1929 alors que se multiplient les innovations de produits et de process de plus en plus opaques tandis qu'aucune gouvernance mondiale n'est mise en place afin d'encadrer l'ensemble. En 2007, alors même que le système financier mondial commence à craquer, l'OMC adopte l'accord

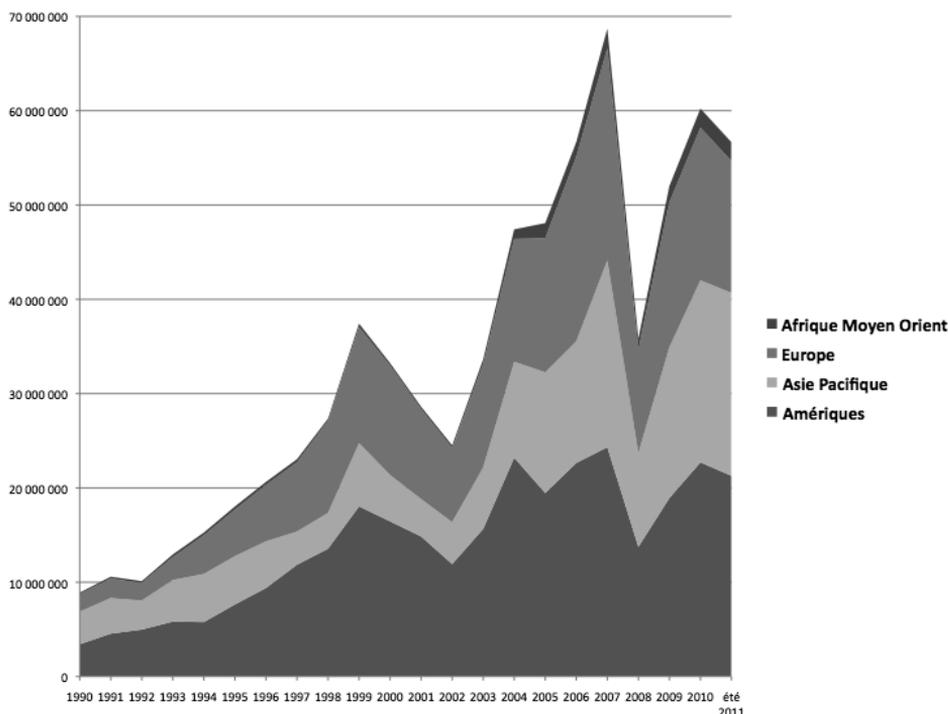
sur les services financiers tandis que la Commission de Bruxelles met en œuvre avec application la directive sur les Marchés d'Instruments Financiers (MiFid) adoptée en 2004 qui va faire éclater et reconfigurer le système traditionnel des bourses et accélérer la spéculation.

Au total, le secteur financier – banques de dépôts et commerciales, assurances, Fonds de pension, Fonds spéculatifs... , c'est à dire « les marchés » - qui servait traditionnellement à financer le développement économique et social, va complètement inverser les articulations fonctionnelles des économies développées. De manière d'ailleurs assez inégales car la mondialisation n'élimine pas les rugosités et résistances des différents modèles nationaux : l'Allemagne n'est pas le Royaume-Uni. Mais globalement, le secteur financier va se mouler en position de plus en plus nodale dans les économies développées en imposant à son profit un nouveau régime d'accumulation financière – rentier, instable et spéculatif - qui définit ainsi un nouveau stade de la mondialisation. Dans son 81<sup>em</sup> Rapport annuel de juin 2011, la Banque des Règlements Internationaux (BRI) – Banque centrale des Banques centrales du monde, dont le siège est à Bâle (Suisse) – en vient d'ailleurs sous les effets de la crise à parler d'un « effet d'éviction » dont serait porteur la croissance du secteur financier sur le reste de l'économie. Mais comment se caractérise ce nouveau régime d'accumulation financière ?

**Stocks et flux financiers.** On assiste d'abord à une fantastique accumulation du stock mondial de capital financier dont on peine souvent à en imaginer l'ampleur. Il est multiplié globalement au moins par 3,5 entre 1990 et 2007 alors que la seule capitalisation boursière mondiale est multipliée par 7,7 pour atteindre 68 691 milliards \$. En 2005, on peut évaluer ce stock selon les données de la Banque des Règlements Internationaux à entre 5,5 – soit 242 765 milliards \$ à minima – et 11 fois le PIB mondial. A condition d'y intégrer l'ensemble des compartiments (marchés des dettes/obligations, capitalisation boursière, encours et dépôts bancaires, assurances, marchés des matières premières, innovations comme les produits dérivés et les CDS (Credit Default Swap)...). Ainsi, en juin 2010, le secteur des OTC sur les produits dérivés – initialement conçus pour se prémunir contre les risques et instabilités (taux, monnaies, prix des matières premières...) mais qui sont devenus des outils souvent ultra-spéculatifs – mobilise 25 673 milliards \$ placés sur un ensemble d'activités représentant une valeur totale de 582 655 milliards \$ (contre 72 130 en 1998, soit X8).

Ce stock de capital est ensuite mis en circulation sur un espace géographique de plus en plus large au fur et à mesure de l'adoption des stratégies de libéralisation par les différents Etats. Et ce sur un mode de plus en plus rapide grâce aux progrès des réseaux de télécommunication et de gestion informatique intégrée des marchés. Sur le seul marché mondial des monnaies - les devises - la valeur des

Fig °2. Evolution de la capitalisation boursière (millions dollars)



échanges journaliers passe de 1 633 à 5 056 milliards \$ entre 1995 et 2010 (X 3). Cela signifie que chaque jour de l'année 2010, la valeur des transactions y représente la richesse créée en un an par le Japon, 3<sup>ème</sup> économie mondiale. Ainsi, dans les innovations de procès, le trading haute fréquence (THF) - apparu aux Etats-Unis seulement en 1998 et en Europe en 2007 - permet de passer des ordres automatiques d'achat ou de vente en très grands volumes à des vitesses décuplées de l'ordre de la nanoseconde. Le THF passe de 5 à 40 % des échanges entre 2006 et 2011 sur les marchés actions européens et atteint 61 % aux Etats-Unis en 2011 où les actions sont détenues en moyenne... 22 secondes avant d'être revendues. On comprend mieux alors à l'été 2011 la rapidité avec laquelle telle ou telle entreprise va perdre un tiers ou la moitié de sa capitalisation boursière. Enfin, on a vu se constituer sur les marchés des segments totalement fermés et opaques qui échappent totalement à toute régulation, c'est la « finance grise » comme par exemple les «dark pool». Ceux-ci sont des marchés confidentiels spécialisés dans l'échange de très gros blocs d'actions, aujourd'hui dans le collimateur des régulateurs européens et nord-américains du fait de l'énorme instabilité créée. Ces structures ne tombent pas du ciel et sont le fruit des jeux d'acteurs. Par exemple, les

grands «dark pool» *Baikal* et *Turquoise* sont détenus pour le premier par le *London Stock Exchange* et pour le second par un pool d'actionnaires représentant le gotha financier occidental : BNP Paribas, Citi, Crédit suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, Merrill Lynch, Morgan Stanley, Société générale et UBS.

Cette hypermobilité géographique du capital financier dans l'espace mondial, historiquement inédite, est essentielle au fonctionnement du système car elle permet de dégager une rente en survalorisant systématiquement les différences économiques – même les plus minimes - entre territoires : taux d'intérêt, prix des actions, taux de change entre deux monnaies. ... En contrepartie cependant, avec 24 crises financières majeures entre 1971 et 2008, soit une tous les dix-huit mois, le système devient de plus instable<sup>12</sup> jusqu'à son effondrement à l'automne 2008.

Ces multiples alertes ne serviront en effet à rien et tous les projets ou tentatives de véritable reregulation seront voués à l'échec ou vidés de leur contenu. Pour deux raisons essentielles. Premièrement, le secteur financier est sans doute un des secteurs économiques dont les logiques de lobbying sont les plus puissantes et les mieux organisées. Entre janvier 2009 et mars 2010, Wall Street dépense ainsi 1,3 milliards \$ pour lutter contre le projet Obama de réduction des activités

<sup>12</sup> Le coût des crises financières devient de plus en plus exorbitant : la crise des caisses d'épargne aux Etats Unis coûte 220 milliards \$ entre 1986 et 1995, celle des banques japonaises 800 milliards \$ entre 1990 et 1999, et la crise asiatique de 1998/ 1999 environ 500 milliards \$.

de marchés les plus spéculatives des banques d'affaires qui représentent entre 30 et 80 % de leurs profits. En 2010/2011, l'Institut international de la finance (IIF), une organisation professionnelle qui rassemble 400 institutions financières, déclare la guerre contre les nouvelles normes réglementaires en débat au sein de la BRI (dites Bâle III). Le principal objectif (Solvabilité II) des régulateurs – ici, les banquiers centraux - est simplement d'imposer l'augmentation d'ici 2019 des fonds propres (par ex. + 460 milliards € en Europe) des grandes banques dites systématiques afin qu'elles soient en mesure de faire face à une nouvelle crise : Citigroup, JPMorgan Chase, Bank of America, Deutsche Bank, HSBC, Royal Bank of Scotland (RBS), Barclays, BNP Paribas, Goldman Sachs, Morgan Stanley, UBS et Credit Suisse... Deuxièmement, on ne doit pas non plus sous-estimer les liens interpersonnels - nombreux, denses, étroits, voire parfois osmotiques (cf. banques d'affaires nord-américaines avec la Présidence Bush) - tissés entre les acteurs financiers et les autorités publiques comme en témoignent, par exemple, les réseaux d'influence d'échelle mondiale d'une banque d'affaires comme Goldman Sachs qui occupe une position nodale dans le système.

#### **Les réseaux d'influence politique de la banque d'affaires newyorkaise Goldman Sachs**

Les grandes banques d'affaires newyorkaises ont durant des décennies tissé des liens interpersonnels extrêmement étroits avec le personnel économique et politique des Etats-Unis et du monde sous les présidences Bush, Clinton ou Obama. Ces anciens personnels ont occupé ainsi des fonctions stratégiques au sein même de l'appareil d'Etat, favorisant en retour la défense de leurs intérêts comme l'illustre le cas de Goldman Sachs.

Aux Etats-Unis, on peut relever les noms de Ministres des Finances, ou Secrétaire d'Etat au Trésor, comme H. Fowler, Robert Rubin ou Henry Paulson, de Joshua Polten, Chef de Cabinet de la Maison Blanche, Reuben Jeffery, sous-secrétaire d'Etat à l'économie, aux affaires et à l'agriculture, Jon Corzine, Gouverneur de l'Etat du New Jersey, Neel Kashkari, assistant du Secrétaire au Trésor pour la stabilité financière, John Thain, président du NYSE newyorkais...

A l'international, Robert Zoellick, représentant au Commerce, puis Secrétaire d'Etat et, enfin, Président de la Banque Mondiale, Mark Carney, Gouverneur de la Banque du Canada, Malcolm Turnbull, ancien leader du Parti Liberal australien, Romano Prodi, ancien 1<sup>er</sup> Ministre italien (1996/1998, 2006/2008) et Président de la Commission européenne (1999/2004) ou Mario Draghi, gouverneur de la Banque d'Italie (2006) et remplaçant à l'automne 2011 Jean-Claude Trichet à la tête de la ... Banque centrale européenne.

**Explosion des inégalités.** Le nouveau régime d'accumulation financière s'accompagne de la construction d'une société d'insécurité sociale et économique de plus en plus généralisée du fait du démantèlement des héritages keynésiens et d'une polarisation des richesses et des territoires historiquement inédite depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle. Selon l'Economic Policy Institut, les 10 % d'Américains les plus riches accaparent 63 % de la richesse produite entre 1979 et 2008, et les 1 % les plus riches 39 %. Les 12 000 familles les plus riches disposent d'une part du revenu national équivalente à celle des 24 millions les plus pauvres, soit une structure de pays en voie de développement. A l'échelle des grands Etats, les produits financiers enrichissent d'abord les catégories sociales déjà les plus riches, dont ils constituent une part non négligeable du patrimoine et des revenus. Ainsi, selon le Global Wealth 2010 du BCG qui mesure la richesse mondiale des oligarchies, moins de 1 % des foyers du monde accapare 38 % de la richesse privée mondiale. Les millionnaires disposent d'un volume d'actifs financiers et immobiliers sous gestions de 111 600 milliards \$ en 2009, soit deux fois le PIB mondial 2007. Avec 37 100 milliards \$, soit le PIB 2007 des Etats-Unis, l'Europe demeure le continent le mieux doté en millionnaires (33,2 %) devant l'Amérique du Nord (35 100 milliards, 31,5 %) et l'Asie. A elle seule, la valeur des titres financiers détenus par cette oligarchie représente 33 500 milliards de dollars. Dans ce cadre, la richesse privée gérée par les centres offshore, ou paradis fiscaux, représente 7 400 milliards \$, dont 27 % sont gérés par la Suisse<sup>13</sup>.

**Hiérarchies et polarisations.** Ce système est enfin territorialement à la fois très hiérarchisé et très polarisé. Car ce nouveau régime d'accumulation est à l'échelle mondiale extrêmement concentré. Au total, on peut estimer qu'en 2010 les grands pays développés polarisent 80 % du stock mondial de capital financier contre 20 % aux pays des Suds, dont 40 % en Chine. Dans la banque d'investissement, où sont logées les activités les plus spéculatives, les Etats-Unis contrôlent 46 % des revenus mondiaux, contre 31 % à l'Europe et 22,7 % à l'Asie. Ces structures spatiales polarisées et interconnectées sont aussi le reflet d'un système économiquement toujours plus concentré avec la crise du fait de la disparition par faillite ou rachat des entreprises les plus fragiles. Sur le marché mondial des devises, les dix premières banques mondiales réalisent 77 % des transactions : dans ce compartiment spécialisé, les salles de marché de la Deutsche Bank, Barclays, UBS, Citigroup et HSBC jouent un rôle majeur, y compris dans la spéculation. Dans la gestion de fortune, les vingt principales banques privées concentrent 81,6 % des actifs financiers confiés aux équipes de gestion en 2010 contre 77,1 % en 2009, soit 5 132 milliards \$ pour les trois premières.

<sup>13</sup> *Images Economiques du Monde 2011*, chapitre finance, Armand Colin, Paris.

L'organisation et la gestion des marchés sont assurées par quelques places financières interconnectées en haut de la hiérarchie urbaine mondiale : New York, Londres, Francfort, Paris, Tokyo, Singapour, Shanghai... Elles accueillent les sièges sociaux des acteurs et les infrastructures des marchés dans des quartiers spécialisés (Wall Street, City...). En Europe, les services financiers emploient 352 000 salariés à Londres, 270 000 à Paris contre seulement 76 000 à Francfort, du fait du polycentrisme urbain du pays; mais aussi 54 000 à Amsterdam, 48 000 à Luxembourg et 20 000 à Dublin, trois paradis fiscaux. Dans ces métropoles se déploient de véritables sociopôles dans lesquels la qualité et l'intensité des réseaux interpersonnels jouent un rôle majeur, bien que parfois inavouable. Cette nouvelle aristocratie de l'argent tire un réel bénéfice de ses positions : en 2010, malgré la crise, les rémunérations et bonus des 5 principales banques de Wall Street se montent à 120 milliards \$.

### ***Effondrement systémique, retour des Etats, socialisation des pertes***

Curieusement, alors que ce nouveau régime d'accumulation est en crise structurelle depuis maintenant cinq ans (2007/2011), de nombreux observateurs, journalistes ou décideurs ont eu du mal à en concevoir le caractère systémique pour des raisons culturelles ou politiques. On doit pourtant considérer que son coût global est d'ores et déjà économiquement équivalent à un grand conflit mondial. Cet ébranlement structurel du système occidental met fin à un cycle historique d'un tiers à un demi-siècle de durée. La

crise marque bien la fin du XX<sup>ème</sup> siècle en bornant l'entrée véritable dans le nouveau XXI<sup>ème</sup> siècle, bien plus que les attentats du 11 septembre 2001 souvent mis en avant comme curseur.

On doit d'abord relever que la destruction de capital financier et de potentiel économique (immobilier, productif, commercial, chômage...) est historiquement inédite depuis 1929. Dans le seul secteur bancaire, entre 2007 et 2010, les dépréciations d'actifs se montent à 1 337 milliards \$ et contraignent à lever en contrepartie pour recapitaliser 1 218 milliards \$ de capitaux frais. Avec respectivement 41,6 % et 19,5 % des dépréciations, les Etats-Unis et le Royaume Uni - soit 61 % à eux deux - sont les pays plus frappés, largement devant l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Suisse. Mais de bancaire et financière, la crise devient économique et sociale en se généralisant. Dans l'Union européenne, la crise se traduit entre 2007 et 2009 par un recul de 406,8 milliards € du PIB et une baisse de 364,3 milliards € des investissements industriels et immobiliers. En conséquence, les rentrées fiscales (impôts, TVA, TIPP...) s'effondrent de - 380,5 milliards € entre 2008 et 2009. Au total, le déficit cumulé en 2007/2010 entre les besoins financiers d'un côté et les rentrées fiscales des Etats de l'UE 27 de l'autre est de 1 992 milliards €, un trou comblé par la dette. Dans l'Union européenne, la Commission de Bruxelles estime que la crise coûte plus de 1 000 milliards d'euros de pertes cumulées entre 2007 et 2010, soit 8 % du PIB alors que plus de 4 600 milliards d'aides étatiques sont approuvées par la Commission.

**Tab. n°5. Plans des stimulus fiscaux (cumul 2008/2010) : la mobilisation de l'argent public (Unctad, 2011)**

	milliards \$	% PNB		milliards \$	% PNB
Etats Unis	821	5,7	Chine	568	13,1
Japon	117	2,3	Corée Sud	95	10,2
Allemagne	47	1,4	Russie	80	6,4
Espagne	35	2,4	Arabie saoudite	50	9,4
R Uni	35	1,5	Brésil	45	3,6
Canada	24	1,8	Inde	43	3,4
Australie	23	2,4	Mexique	21	2,4
France	21	0,8	Argentine	17	6
Italie	6	0,3	Afrique Sud	8	2,6
Pays dev	1 129	3,3	Pays Suds	927	8

Dans ce contexte, on assiste à un retour des Etats et de l'action publique, autrefois si décriés, qui vont jouer à la fois des politiques budgétaires, fiscales, monétaires et économiques : plans de relance, baisses des taux d'intérêt, soutien à la consommation, garanties sur les dettes bancaires, recapitalisation voire nationalisation du secteur financier,

rachat de dettes privées et publiques... Entre 2008 et 2010, les vingt principales économies mondiales du Nord comme des Suds mobilisent 2 066 milliards \$ de stimulus fiscaux (tab. n°5). Aux Etats-Unis, l'annonce de gigantesques plans se succèdent avec, après les deux plans Paulson/ Bush du printemps (100 milliards \$) puis de l'automne 2008 (700

milliards \$), l'adoption par la présidence Obama d'un 1er plan de relance de 825 milliards \$ au printemps 2009 puis d'un second plan de 858 milliards \$ en décembre 2010, complété par un second plan de rachat par la FED de 600 milliards \$ d'obligations publiques (Q2E) entre janvier et juin 2011 et, enfin, l'annonce par Barack Obama d'un nouveau possible plan de soutien à l'emploi de 447 milliards \$ en septembre 2011.

On assiste en retour à une énorme création monétaire d'un niveau historiquement inédit. La liquidité mondiale passe, selon Natixis, de 20 460 à 55 670 milliards \$ entre 1995 et 2010 (+ 172 %) et la base monétaire mondiale de 4 000 à 15 000 milliards \$ entre 2002 et 2011 (+ 270 %). Dans ce cadre, les différentes Banques centrales, s'éloignant souvent de leurs fonctions et missions initiales comme la Banque centrale européenne, injectent massivement des liquidités, en particulier dans le système financier dont elles reprennent parfois en échange des actifs de qualité douteuse. Ce processus participe en partie de la création de nouvelles bulles financières spéculatives en 2010/2011. Au

total, en dix ans, le bilan des grandes banques centrales connaît donc une croissance vertigineuse pour atteindre l'équivalent de 30 % du PIB au Japon et de 20 % aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone Euro. Le Bilan de la FED passe de 859,6 à 2 848,5 milliards \$ entre 2007 et 2011 (X 3,3) et celui de la BCE de 500 à 1 000 milliards € entre 2002 et 2011. A partir de 2010/2011, elles se mettent aussi à racheter massivement de la dette publique : la BoE détient ainsi 16 % de la dette souveraine du Royaume-Uni, la FED 15 % de celle des Etats-Unis, la BCE 11 % des dettes de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal et la BoJ 7,5 % de celle du Japon. Au total, l'Etat – au delà du débat sur l'indépendance des Banques centrales - rachète ses propres dettes en faisant tourner la planche à billet. Mais à terme, quelle est la valeur de cette monnaie ? Une question géopolitique majeure pour l'avenir. Enfin, la rupture conceptuelle et politique d'avec le modèle occidental traditionnel d'avant crise est frappante comme en témoigne l'alignement du poids des bilans des Banques centrales des grands pays occidentaux sur ceux du Sud.

**Tab.n°6. La montée du bilan des Banques centrales (% PNB, BRI, 2011)**

	Zone Euro	Japon	R Uni	Etats-Unis	Chine	Brésil	Russie	Inde	Reste Asie	Amérique latine
2000	12,3	21,22	4,56	6,23	39,80	20,93	18,11	19,36	30,50	16,43
2010	21,8	26,85	16,95	16,53	65,50	32,24	35,79	24,33	35,98	22,13

### **Crises de la dette et enjeux géopolitiques**

Cette intervention publique se fonde largement sur une explosion de l'endettement public qui vient décupler un endettement privé déjà considérable après s'être accéléré dans la décennie 1990. En effet, structurellement, le modèle d'accumulation financière s'est construit depuis trente ans dans les pays développés sur la création d'une véritable économie d'endettement des acteurs privés. Par la dette, les ménages<sup>14</sup> ont pu ainsi se constituer un patrimoine immobilier et maintenir leur consommation face au blocage généralisé des pouvoirs d'achat salariés : entre 1996 et 2010, la dette des ménages et entreprises passe au Royaume-Uni de 125 % à 230 % du PIB.

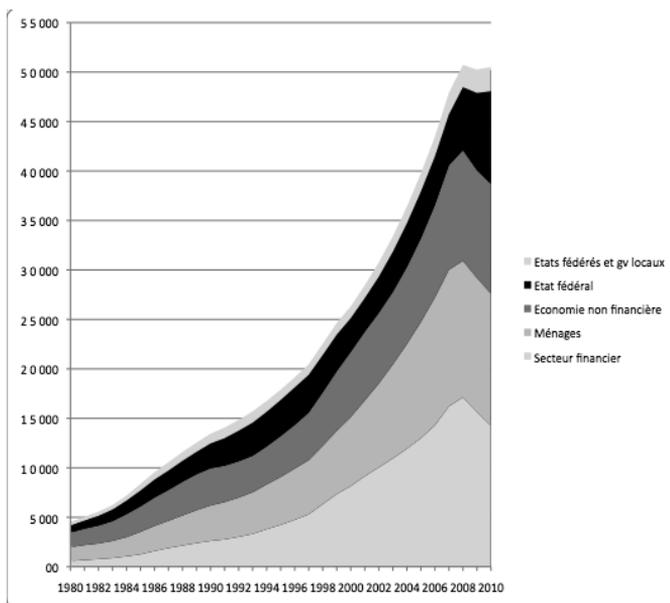
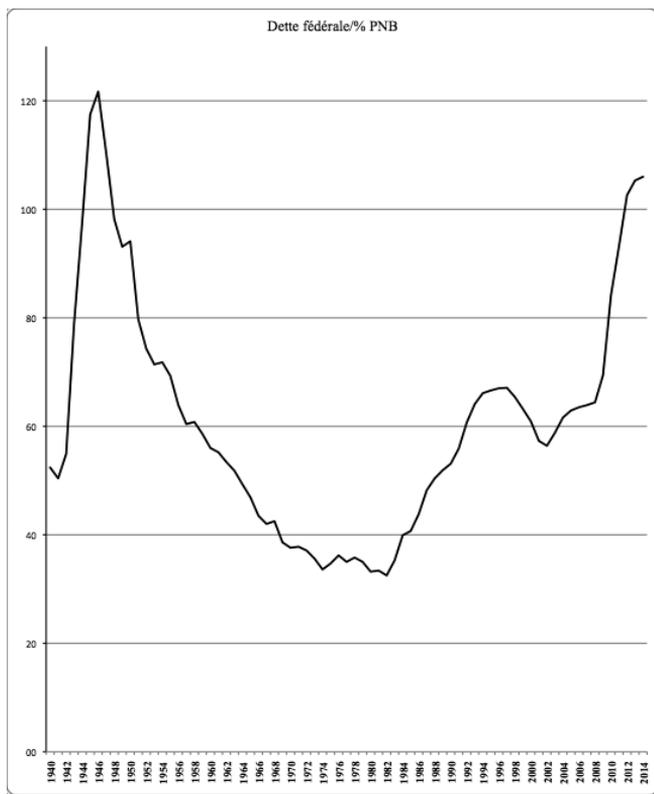
**L'exemple des Etats-Unis** est à cet égard emblématique. Alors que la dette totale du pays augmente de 46 000 milliards \$ en quarante ans, le secteur financier est responsable de 29,5 % du stock, devant les ménages (26,5 %) et les entreprises non financières (22 %) contre seulement 23,5 % pour l'Etat fédéral et les collectivités territoriales. De fait pendant 40 ans, les Etats-Unis ont très largement vécu au dessus de leurs moyens, en particulier

grâce à leur statut géoéconomique et géopolitique de 1<sup>er</sup> puissance mondiale et au privilège du dollar comme monnaie mondiale de paiement. Durant l'été 2011, certains commentateurs se sont inquiétés avec juste raison de la montée de la dette fédérale en se référant à son poids dans le PIB national. Mais en faisant aussi largement l'impasse sur le poids total de la dette nord-américaine : il faut alors changer d'échelle puisqu'elle représente 85 % du...PIB mondial.

C'est pourquoi depuis 2008, on assiste à un transfert de l'endettement des acteurs privés vers l'Etat fédéral. Le principal objectif - absolument stratégique - est que cette énorme accumulation de dettes demeure solvable (cf. soutien à l'immobilier...) et surtout ne débouche pas sur un effondrement bancaire, financier et économique complet de la 1<sup>er</sup> puissance mondiale. Pour mesurer le caractère historique de la situation, l'étude du poids de la seule dette fédérale dans le PNB national est particulièrement instructive. L'effort actuellement consenti renoue, en dépassant les 100 % du PNB et en s'approchant à moyen terme des 110 %, avec l'effort de mobilisation réalisé pendant ... la Seconde guerre mondiale.

<sup>14</sup> Michael Kumhof et Romain Rancière : Endettement et inégalités, in revue Finances et développement, décembre 2010, FMI.

**Fig. 3 et 4. Les enjeux géoéconomiques et géopolitiques de la dette des Etats-Unis : Evolution de la dette fédérale (% PNB) et du stock de dette (milliards \$)**



**Dans l'Union européenne**, les enjeux géopolitiques de la crise de la dette sont d'une autre nature mais tout aussi considérables avec la montée de l'insolvabilité budgétaire des pays périphériques : effondrement de l'Irlande, du Portugal et de la Grèce, menaces pesant dorénavant sur l'Espagne et l'Italie. Du fait des liens d'interdépendances, la situation est en effet devenue explosive pour l'ensemble de l'Union. Les banques françaises détiennent pour 393 milliards € d'actifs en Italie et 140,6 en Espagne contre respectivement 162 et 181,9 pour les banques allemandes.

Après avoir augmenté entre 1990 et 2007 de + 1 665,5 milliards € (+ 29,5 %), la dette publique de l'UE 27 augmente de + 2 517,5 milliards, (+ 34,4 % en trois ans de crise) pour atteindre 9 828,3 milliards € fin 2010. A ceci s'ajoute une envolée de la dette privée. Celle des ménages atteint 166 % du PIB en Grèce pour une dette totale de 244 %, contre 126 % en Irlande (494 %), 106 % au Royaume-Uni (321 %), 90 % en Espagne (365 %) et seulement 62 % en Allemagne (254 %). Après une période de relance entre 2007 et 2009 souvent partielle et confuse, les Etats - sous la pression de la Commission de Bruxelles, de la BCE et des «marchés» - se sont lancés, à l'inverse des choix des Etats-Unis, dans des politiques d'austérité drastique en 2010/2011. Celles-ci fragilisent encore plus toute possibilité de reprise économique et débouchent *in fine* sur une crise de la dette publique et un risque sans précédent d'éclatement de la Zone Euro alors que la Grèce est soumise à un plan d'ajustement structurel catastrophique et intenable.

L'Union doit faire face à ses nombreuses contradictions internes qui renvoient aux modalités et aux objectifs de sa construction comme objet géoéconomique et géopolitique<sup>15</sup>. Incapacité à choisir depuis trente ans entre approfondissements politiques, institutionnels et économiques d'un côté et élargissements géographiques de l'autre qui transforme l'ensemble en un vaste marché concurrentiel sans politiques industrielles, technologiques ou sociales communes. Construction d'une zone Euro agglomérant initialement des pays aux systèmes sociaux et productifs trop disparates et dont surtout les oppositions structurelles n'ont cessé de se renforcer avec l'intégration : la partie méridionale - qui fut incapable de s'aligner sur les exigences qualitatives du modèle allemand et qui est privée de toute possibilité de dévaluer la monnaie afin de retrouver une certaine compétitivité - est aujourd'hui étranglée. Concernant par exemple la Grèce, la question posée est bien fondamentalement de reconstruire l'Etat, la société et l'économie sur des bases modernes en rompant avec les structures et compromis élaborés depuis l'indépendance du pays au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. De même, en Espagne, l'énorme bulle immobilière rentière et spéculative dopée par la dette et les bas taux

d'intérêt a porté pendant une décennie une croissance illusoire masquant une désindustrialisation accélérée. Face à la crise, l'Union a multiplié les plans de sauvetage (Irlande : 75 milliards €, Portugal : 78, Grèce : 300 en mai 2010 puis 158 en juillet 2011 avec le FMI), l'Eurosystème - c'est à dire la BCE et les différentes banques centrales nationales qui la composent - s'est massivement engagé (Grèce : 135 milliards). Un Fonds européen de stabilité financière (FESF) et un Mécanisme européen de stabilité financière (MESF) ont été créés, mais ce sont des organismes trop complexes et sous-calibrés.

Mais les contradictions accumulées sont telles, que la situation est largement bloquée sans qu'aucun véritable débat ne soit lancé sur l'avenir du projet communautaire. C'est dans ce contexte et dans la longue tradition des «petites pas» géoéconomiques (Ceca, CEE, Maastricht...) pour faire avancer le projet politique que les partisans d'une Union véritablement fédérale et supranationale avancent leurs pions. Jean-Claude Trichet, outrepassant largement ses fonctions de Président de la BCE, se prononce en mai 2011 pour une mise sous tutelle budgétaire des pays en crise, un droit de veto sur leurs politiques économiques, budgétaires et fiscales et la création d'un Ministère central des finances pour l'Union, permettant ainsi de nouveaux transferts de souveraineté via un nouveau fédéralisme budgétaire. Mais avec quels objectifs et sur quelles bases ?

Car en refusant de poser ses conditions aux sauvetages bancaires, de reréguler les marchés financiers et en renonçant à faire payer les créanciers privés qui refusent d'assumer leurs aveuglements stratégiques, l'Union et les autorités politiques qui la composent continuent de se placer sous la pression des marchés et de la spéculation tout cherchant au total à sauver le régime d'accumulation financière. Il serait pourtant temps de comprendre que celui-ci constitue aujourd'hui le principal facteur d'instabilité européenne et mondiale et un risque majeur<sup>16</sup>. La question posée par la crise est bien de reconstruire l'ensemble du projet communautaire sur des bases totalement novatrices.

### 3. Les nouveaux enjeux géopolitiques et géostratégiques mondiaux

Dans ce contexte structurel, il convient de dégager quelques uns des nouveaux enjeux géopolitiques et géostratégiques mondiaux en train d'émerger sous nos yeux. Le premier à trait à la forte érosion actuelle des capacités hégémoniques (*hard* et *soft power*) des grands pays développés qui se traduit par un net renversement des liens d'interdépendance.

<sup>15</sup> Voir au particulier, L. Carroué, Didier Collet et Claude Ruiz : *L'Europe, Brésil*, 2009, chap. 1 et 2.

<sup>16</sup> L'adoption en mai 2011 par l'Assemblée nationale par 477 voix contre 2 d'une résolution communautaire visant à imposer une taxation de 0,05 % sur les transactions financières est à la fois symboliquement importante mais très limitée face aux enjeux réels.

Le second réside dans les interrogations portant sur les capacités de l'hégémon nord-américain à refonder ses bases dans un monde devenu multipolaire. La troisième question concerne enfin la durabilité des modes de croissance adoptés depuis presque un demi-siècle face aux enjeux futurs d'un nécessaire développement.

### **Déséquilibres géoéconomiques et nouveaux liens d'interdépendances**

Alors que jusqu'ici, la mondialisation avait tissés des liens d'interdépendance asymétrique bénéficiant d'abord aux grands pays développés, la crise inverse les grands équilibres financiers, économiques et politiques. Ce rééquilibrage géoéconomique est entériné par exemple en 2010 par la réforme de la Banque mondiale, qui à l'occasion d'une augmentation de capital, voit les droits de vote de la Chine, du Brésil et de l'Inde renforcés.

La géographie de la dette est totalement bouleversée : l'endettement public des pays développés passe entre 2000 et 2011 de 68 % à plus de 100 % de leur PIB alors que celui des pays émergents recule de 49,6 % à 34,5 %. En 2015, seulement 14 % du stock mondial de dette publique sera localisé aux Suds contre 86 % au Nord. Les grands pays développés sont de plus en plus dépendants des Suds pour leurs financements. La dette extérieure de la zone Euro vis à vis du reste du monde passe ainsi de 5 501,6 à 10 832,5 milliards € entre 2004 et 2010 alors que celle des Etats-Unis passe de 2 500 à 17 500 milliards \$ entre 1990 et 2011.

La géographie des ressources financières et économiques disponibles pour répondre à la crise s'inverse en effet du fait du glissement du point d'équilibre de l'épargne mondiale. Ainsi, alors qu'entre 1980 et 2011, les Etats-Unis ont accumulé un déficit public se montant à - 10 135 milliards \$ (\$ constants 2005), dont - 4 400 (soit 43 % du total) entre 2007 et 2011, les grands pays développés ne disposent que de 20 % des réserves de changes, contre 80 % aux pays des Suds, dont 44,5 % pour les cinq grands pays émergents (Chine : 34 %) et 44 % pour l'Asie. En effet entre 2002 et 2009, les économies de l'Asie de l'Est – dopées par leur croissance démographique, économique et industrielle - accumulent 3 500 milliards d'excédents budgétaires et disposent de 9 000 milliards de dollars d'actifs financiers placés dans le monde. Au total, on peut dire que les quatre grands pays émergents, l'Asie de l'Est et les grands producteurs d'hydrocarbures sont aujourd'hui les «banquiers du monde». C'est ainsi que Pékin, soucieux de la stabilité de la zone Euro, qui joue un rôle important dans ses exportations, a multiplié cette année les déclarations de confiance tout en rachetant notamment de la dette grecque, espagnole et portugaise. A cet égard, lors du voyage en Espagne en janvier 2011 du vice-Premier Ministre chinois Li Keqiang, Madrid a annoncé en fanfare un grand accord commercial de 5,65 milliards € dont 5,4 milliards €, soit 95,5 %, est ... en fait consacré à la vente par la compa-

gnie espagnole Repsol de ses actifs pétroliers au Brésil à la firme chinoise Sinopec. Tout sauvetage financier à son prix, parfois amer.

Les pays des Suds se dotent aussi progressivement des outils bancaires et financiers pour s'internationaliser et concurrencer les banques occidentales dont certaines sous les effets de la crise sont contraintes de réduire parfois spectaculairement leurs réseaux mondiaux. Certaines études de marché estiment d'ailleurs que dans 25 ans la taille des marchés bancaires de la Chine, Inde, Brésil, Russie, Mexique, Indonésie et Turquie devrait dépasser ceux du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada) et que d'ici dix à douze ans la Chine devrait devenir la 1<sup>er</sup> puissance bancaire mondiale devant les Etats-Unis. Alors que selon Pékin, la Chine possédait fin 2010 4 126 milliards \$ d'actifs à l'étranger, composés en majorité des réserves de change investies à l'étranger, ces cinq dernières années les grandes banques chinoises (ICBC, CMB, CCB ...) ont massivement investi en Afrique du Sud, en Argentine, en Thaïlande ou au Canada et transformé Hong Kong en poste avancé.

Les pays des Suds (Abu Dhabi, Chine, Koweït, Qatar, EAU, Russie, Singapour ...) se sont enfin dotés de plus en plus de Fonds souverains, organismes parapublics gérant plus de 4 200 milliards \$ d'actifs. Après avoir injecté en 2008/2009 près de 100 milliards \$ dans le sauvetage du système financier occidental dans lequel ils ont perdu beaucoup d'argent, ils privilégient en 2010/2011 à 60 % les pays émergents où ils multiplient les investissements dans les services financiers, l'immobilier et les matières premières. La perte de confiance dans le système bancaire occidental se paye là encore au prix fort.

### **Des bases de l'hégémon nord-américain : quelle reconstruction ?**

Au delà du règlement de ses importantes difficultés économiques et sociales internes et des débats politiques auxquelles elles donnent lieu en vue des prochaines présidentielles, la question de la capacité de l'hégémon nord-américain à reconstruire ses bases hégémoniques mondiales posent deux problèmes centraux : l'avenir du dollar d'un côté, l'avenir de son effort militaire de l'autre.

**Les privilèges exorbitants du dollar en cause.** Le rôle majeur du dollar comme monnaie internationale de paiement et de réserve après la Seconde guerre mondiale a fait bénéficier les Etats-Unis d'un privilège géoéconomique exorbitant lui permettant de vivre à crédit et au dessus de ses moyens pendant des décennies. En effet, faute d'alternative crédible, les investisseurs internationaux publics et privés ont continué à financer massivement à faibles taux d'intérêt le déficit extérieur et le déficit public. Dans le contexte actuel, deux champs d'affrontement géoéconomiques et monétaires apparaissent.

Premièrement, si le dollar joue encore un rôle majeur comme monnaie de paiement (achats pétroliers et matières premières...), son poids relatif comme monnaie de réserve s'érode continuellement : entre 2002 et 2011, il tombe de 71,5 % à 61 % des réserves de change des banques centrales, en particulier du fait de la montée de l'euro (26,5 %, contre 4 % à la livre britannique et 3,8 % au yen). C'est pourquoi le duopôle monétaire dollar/euro représente aujourd'hui 87 % des réserves de change et 55 % des encours d'actifs financiers mondiaux. Mais face à l'énorme endettement des Etats-Unis, la question posée est bien de savoir quelle est la valeur réelle du dollar comme monnaie internationale : tout dépend du degré de confiance des agents économiques américains et, surtout, mondiaux et du statut géopolitique, actuel et à venir, du pays. C'est pourquoi les Etats-Unis doivent impérativement maintenir à tout prix le dollar comme monnaie internationale. Cette exigence les contraint à freiner au maximum le processus de montée de l'Euro, quitte à chercher à déstabiliser la crédibilité de celui-ci. Une Europe et une zone Euro, oui, si possible stables mais dans tous les cas sous tutelle.

Deuxièmement, avec la crise, ces deux monnaies ont connu une très forte dégradation de leur qualité alors que la FED joue depuis 2002 l'affaiblissement structurel du dollar face aux autres monnaies afin de relancer l'économie dans le cadre d'une véritable «guerre des monnaies»<sup>17</sup>. Afin de contrer la montée de leurs monnaies, de nombreuses banques centrales (Japon, Suisse, nouveaux pays industriels d'Asie) accumulent donc en réaction à nouveau des dollars. C'est dans ce contexte que de nombreux pays émergents, en premier lieu la Chine, protestent vigoureusement contre cette politique et que Washington et Pékin s'affrontent régulièrement sur la question de la sous-valorisation, très débattue, de la monnaie chinoise.

Dans ce panorama, la politique financière et monétaire chinoise devient un enjeu central : ce géant financier détient 31% des réserves de change mondiales. Très liée aux Etats-Unis commercialement, avec un excédent commercial record, et financièrement puisqu'elle est son 1<sup>er</sup> créancier mondial, devant le Japon, en détenant en février 2011 environ 1 160 milliards \$ de bons du Trésor américain, elle doit à la fois composer tout en cherchant à dégager progressivement de nouvelles marges de manœuvre. Tout en critiquant vertement et publiquement la politique nord-américaine, elle prend peu à peu ses distances avec le dollar en diversifiant ses placements. Alors que l'euro est passé en six ans de 18 à 26 % de ses réserves de change, elle acquiert de nouvelles devises comme le Won coréen tout en s'orientant vers la dette japonaise jugée plus sûre et en achetant aussi de l'or. Enfin, très progressivement, Pékin est en train de promou-

voir le yuan comme monnaie commerciale internationale, en particulier à travers le laboratoire hongkongais. Afin de tester l'internationalisation du yuan, la Chine multiplie depuis peu les accords d'échanges à long terme avec d'autres banques centrales comme celles de Hong Kong, Corée, Indonésie, Malaisie, Argentine, Biélorussie et Russie, alors qu'un projet est en négociation avec le Brésil. Au total, il semble probable que d'ici quelques décennies l'architecture monétaire mondiale sera organisée par une structure tripolaire organisée autour du dollar nord-américain, de l'euro et du yuan chinois. Une vraie hantise pour les Etats-Unis.

**La crise du facteur militaire.** Les Etats-Unis disposent toujours incontestablement de l'appareil militaire le plus puissant et le plus efficace (armes nucléaires, capacités de frappe et de projection classiques, maîtrise des mers inégale, quadrillage du territoire mondial avec 560 bases, réseaux d'alliances...) conférant ainsi à l'*hegemon* nord-américain un statut impérial depuis la Seconde guerre mondiale. Alors qu'en 2010, les dépenses militaires mondiales atteignent les 1 630 milliards \$, les Etats-Unis en réalisent 43 % en y consacrant 4,8 % de leur PIB. Ce budget favorise largement un très puissant complexe militaro-industriel qui réalise 30 % des exportations mondiales d'armements. Les 45 premières firmes du nord-américain avec 247 milliards \$ de chiffre d'affaires réalisent 61,5 % des ventes des 100 premières firmes mondiales.

On se doit cependant de réfléchir à la question géopolitique de l'impuissance de *la puissance*. D'abord, parce que les invasions et guerres en Irak et en Afghanistan, où les Etats-Unis sont maintenant présents depuis plus de dix ans, sont des échecs géostratégiques et géopolitiques majeurs qui déstabilisent tout le cadre régional d'insertion avec des «ennemis» désignés plus puissants (Iran, Taliban...) et des «alliés» (Turquie, Pakistan, Arabie saoudite) jouant des partitions de plus en plus autonomes<sup>18</sup>. Ensuite parce que se sont des échecs politiques et idéologique aux échelles nationale, sous-continentale et mondiale qui ont largement affaibli les capacités de séduction du *soft power* traditionnel américain. Enfin, parce que la militarisation outrancière des bases de l'*hégémon* en vient - comme la course aux armements avait sapé l'économie soviétique jusqu'à aboutir à l'effondrement du régime - à devenir financièrement de plus en plus intenable.

La prise en compte sur la longue durée (1940/ 2012) des dépenses militaires exprimées en dollars constants (Fig. n°5) souligne le poids des grandes périodes conflictuelles (2<sup>em</sup> Guerre mondiale en 1940/1945, Corée en 1950/1953, Vietnam en 1959/1975, 2<sup>em</sup> guerre froide reaganienne en 1980/1990). Mais elle met surtout en lumière l'extraordinaire rupture intervenue depuis 2000/2001 sous les présidences de G.W. Bush (2001/2009). On peut la saisir de deux ma-

<sup>17</sup> L. Carroué : « Une si difficile sortie de crise », Atlas géostratégique 2011, revue Diplomatie, hors série n°14, janvier 2011, Paris.

<sup>18</sup> A ce propos, voir l'excellent « Géopolitique du Pakistan », revue Hérodote, n°139, 1<sup>er</sup> trim. 2010.

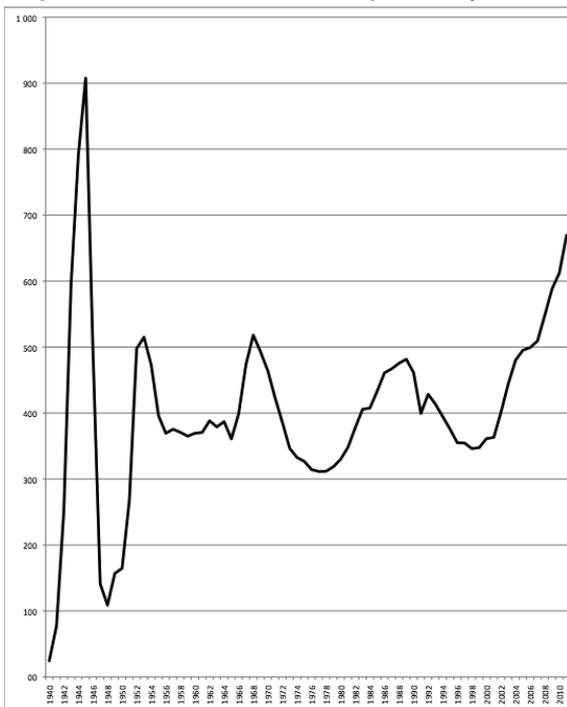
nières. Premièrement en intensité : si les pics annuels de dépenses militaires de 1953 (Corée) et 1968 (Vietnam) représentent 57 % des dépenses du pic de l'année 1945, le budget de l'année 2011 - sous la présidence de Barak Obama - atteint 75 % du pic de 1945. Jamais depuis 1944/1945, les Etats-Unis n'avaient consenti un tel effort. Deuxièmement, il faut aussi tenir compte de la mobilisation dans la durée en lissant la dépense moyenne (soit 412 milliards \$ par an sur 70 ans) et en évaluant à partir de là les dépassements pour chaque période historique. Si la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale représente 14 % des surcoûts budgétaires des 70 dernières années et les guerres de Corée et du Vietnam 20 %, la seconde guerre froide regagnienne contre l'«Empire du mal» atteint 24 %. Mais surtout, l'engagement des années Bush contre l'«axe du mal», les «Etats voyous» et le «terrorisme international» cumule 42 % des surcoûts. Entre 2000 et 2012, le budget militaire annuel augmente en effet de 85 % en dollars constants et représente une dépense totale de 6 600 milliards \$, soit plus que le PIB 2007 cumulé de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Au total, la croisade néoconservatrice visant par les armes et la guerre à réaffirmer le *leadership* américain dans le monde représente 66 % des dépassements sur les 70 ans, pour aboutir à un désastre politique, stratégique et financier.

La frénésie de dépenses militaires et sécuritaires (*cf.* création du Department of Homeland Securities) engagée après les attentats du 11 septembre 2001 a été cette dernière décen-

nie un facteur clef de la dérive de la dette américaine. Le total des coûts pour les Etats-Unis des conflits irakien et afghan sont pour l'instant estimés à 1 260 milliards \$. Dès 2008, Joseph Stiglitz, «prix Nobel» d'économie, alertait sur les coûts inconsidérés de tels engagements et leur nécessaire financement par l'endettement. Au total, ce ne sont pas seulement les Américains et leur économie qui ont vécu à crédit, mais l'ensemble de la structure – y compris dans ses dimensions les plus régaliennes – de l'*hegemon* nord-américain.

La question centrale qui se pose aujourd'hui est bien de savoir si celui-ci a toujours les moyens économiques et financiers de ses ambitions internationales ? La mobilisation des alliés de l'OTAN en Lybie témoigne de la volonté de partager le fardeau, tout comme l'accélération du retrait d'Irak puis bientôt sans doute dans des conditions plus complexes d'Afghanistan de le réduire un peu. Mais à quel prix géopolitique ? Dans la prochaine campagne présidentielle, les questions économiques et sociales – comme très souvent – vont être au cœur des débats : l'Amérique est-elle sur la bonne voie ? Certains essayistes avancent un certain nombre de nouvelles notions tel le «*frugal superpower*», une superpuissance plus économe. Le débat est ouvert. Il n'est pas sur qu'il réponde aux urgences de la situation et tienne compte des bouleversements géopolitiques et géostratégiques intervenus depuis 2007, en particulier au Proche et Moyen-Orient, en Asie du Sud et Asie centrale et, enfin et surtout, en Asie de l'Est et du Sud-Est.

**Fig.n°5. Les dépenses militaires des Etats-Unis depuis 1940 (milliards \$ constants)**



## **Croissance, développement et durabilité : un enjeu civilisationnel**

Au total, l'effondrement du nouveau régime d'accumulation occidental débouche sur une crise économique et sociale historiquement inédite depuis 1929, une accélération du rééquilibrage géoéconomique et financier au profit des Suds et une perte des capacités hégémoniques des grands pays développés sans précédent historique depuis plusieurs siècles. La question posée est bien à l'échelle mondiale de redéfinir un nouveau modèle non pas de simple croissance, extensive et courttermiste, mais de développement dont il faut enfin assurer la durabilité. Comme l'illustre l'évolution de la démographie, il y a urgence en la matière avec l'arrivée probable d'1,4 milliard d'habitants supplémentaires entre 2010 et 2030, dont 98 % dans les Suds qui représenteront alors 83 % de la population mondiale.

La question sociale et migratoire, comme en témoigne la mobilisation de la jeunesse lors des *Printemps arabes* de 2011, est d'autant plus considérable que 50 millions de

nouveaux actifs arrivent chaque année sur le marché du travail mondial du fait de la transition démographique. La population active mondiale doit passer de 1.894,7 à 3.658,2 milliards d'actifs entre 1980 et 2020 (+ 1,76 milliard), soit un quasi-doublement. 93 % de cette hausse a pour horizon les Suds, dont 62 % en Asie, 21 % en Afrique et 11 % en Amérique latine. Comment y répondre ? En 2020, les pays OCDE ne représenteront plus que 16,5 % de la population active mondiale, contre 15 % à l'Inde, 22,5% à la Chine et 40,8 % aux autres pays du monde. Si au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'Europe a connu des phénomènes similaires, elle y a répondu par la conquête des trois-quarts de l'espace mondial, sous formes coloniale ou migratoire (*cf.* peuplement des «nouveaux mondes»). Si la finitude du monde et l'architecture internationale contemporaine interdisent aujourd'hui au pays des Suds d'adopter la même réponse impérialiste, il convient de bien mesurer en retour le niveau exceptionnel des défis posés. Guerres ou paix, affrontements ou coopérations, enfermements ou solidarités ? Quelles structures et modes d'organisation de la gouvernance mondiale ?

**Tab.n°7. Evolution de la démographie mondiale (Unctad, 2011)**

	1980	2010	1980/2010	% 1980/2010	% croissance mondiale	% 1980	% 2010	2030	% 2030
Monde	4 453,0	6 895,8	+ 2 442,8	+ 54,9	100,0	100,0	100,0	8 321,3	100
Économies développées	872,8	1 024,7	+ 151,8	+ 17,4	6,2	19,6	14,9	1 101,2	13,2
Économies en transition	289,5	302,8	+ 13,3	+ 4,6	0,5	6,5	4,4	303,8	3,7
Économies en développement	3 289,9	5 545,0	+ 2 255,1	+ 68,5	92,3	73,9	80,4	6 917,1	83,1
dont Afrique	482,2	1 021,3	+ 539,0	+ 111,8	22,1	10,8	14,8	1 561	18,8
dont Amérique latine	358,3	585,1	+ 226,8	+ 63,3	9,3	8,0	8,5	696,4	8,4
dont Asie	2 444,2	3 928,6	+ 1 484,4	+ 60,7	60,8	54,9	57,0	4 645,5	55,8
Pays les moins avancés	393,6	832,3	+ 438,7	+ 111,5	18,0	8,8	12,1	1 256,7	15,1

Pour y répondre, les pays développés, et en particulier l'Europe, disposent malgré la crise de très nombreux atouts. Face aux impasses des dernières décennies et à l'effondrement du régime d'accumulation financière, il faut reconstruire sur des bases novatrices les économies, sociétés et territoires en replaçant le système financier à la place qui devrait être la sienne et qu'il n'aurait jamais du quitter. Ceci passe par une rerégulation vigoureuse du système financier européen et mondial et sa mise au service du financement d'une nouvelle «révolution industrielle» permettant de répondre aux défis sociaux, productifs et environnementaux

du XXI<sup>em</sup> siècle. Loin d'être un simple sujet de Café du Commerce, la question du développement durable est en effet un enjeu d'avenir du fait des énormes besoins économiques et sociaux à venir. Les questions alimentaires et agricoles, d'éducation, de santé, de formation, de logement, d'accès à l'eau et à l'énergie, de la gestion urbaine, du travail ou de gestion des ressources renouvelables ou non renouvelables vont devenir d'une brûlante actualité. Nos sociétés ont les moyens d'y répondre. De manière durable, démocratique et solidaire.

**L'auteur : Géographe, Laurent CARROUÉ** est Inspecteur Général de l'Éducation nationale, directeur de recherche à l'Institut Français de Géopolitique (IFG) de l'université Paris VIII, expert auprès du groupe Mondialisation du Centre d'Analyse Stratégique et ancien directeur scientifique du FIG de St Dié des Vosges.

**Références bibliographiques de l'auteur :**

L. Carroué : *Géographie de la mondialisation*, 3<sup>ème</sup> édition, Armand Colin, 2007, Paris.

L. Carroué : « Crise des subprimes, un nouveau foyer de guerre économique, ou l'entrée dans le XXI<sup>ème</sup> siècle ». Actes du FIG 2008, Table ronde : la mondialisation, source de tension ? Cinq PDF téléchargeables. [http://archives-fig-st-die.cndp.fr/actes/actes\\_2008/index.htm](http://archives-fig-st-die.cndp.fr/actes/actes_2008/index.htm)

L. Carroué : La crise mondiale : une ardoise de 55 800 000 000 000 de dollars, Site des Cafés géographiques, [http://www.cafe-geo.net/article.php?id\\_article=1596](http://www.cafe-geo.net/article.php?id_article=1596)

L. Carroué : «Fonds souverains et crise des subprimes : un nouvel enjeu géopolitique de la guerre économique », revue *Diplomatie*, n°34, octobre 2008.

L. Carroué : «Mondialisation et localisation des activités économiques : les nouveaux défis posés par l'entrée dans le XXI<sup>ème</sup> siècle», étude pour la DATAR, projet Prospectives Territoires 2040, Paris, 2011.

L. Carroué : «Mondialisation et système productif», in *Géographie et géopolitique de la mondialisation* (sous la direction d'A. Ciattoni et d'Y. Veyret), chap. 1, Hatier, septembre 2011.

L. Carroué : « Etats-Unis : la crise de la dette, quels enjeux géopolitiques ? », revue *Diplomatie*, « Géopolitique des Etats-Unis. La fin de l'Empire américain ? », Grands Dossiers n°3, juillet 2011.

## RÉSUMÉ / ABSTRACT

### **Crise et basculements du monde : enjeux géopolitiques, géoéconomiques et géostratégiques**

Par Laurent CARROUÉ

Depuis 2007, les grands pays développés sont dans une crise structurelle d'importance historique. Cette crise systémique se traduit par l'effondrement du nouveau régime d'accumulation financière imposé par la révolution néoconservatrice et ultra-libérale des années 1980. Elle met fin à une phase historique d'hégémonie nord-américaine et occidentale avec l'émergence de nouvelles puissances mondiales et régionales. Ce basculement du monde pose de nouveaux défis économiques, politiques, stratégiques.

**Mots-cles :** mondialisation BRIC, pays émergents, ordre mondial, multipolarité, crise financière et économique

### **Crisis and the World's upside down**

By Laurent CARROUÉ

Since 2007, the large, developed countries have been going through a structural crisis of historical importance. This systemic crisis manifests itself by the collapse of the new regime of monetary accumulation imposed by the neo-conservative and ultra-liberal revolution of the 1980s. It puts an end to a historical period of north-American and far-Eastern supremacy with the emergence of new world- and regional- powers. This tilt in the world imposes new economic, political and strategic challenges.

**Keyword :** Globalization, BRIC, emerging powers, global order, multi-polarity, Financial and economic crisis